

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 15 février 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°317 ■

Chronique Eco

**D'une année
à l'autre,
les vulnérabilités
persistent**

P 16

INDUSTRIE/SECTEUR PUBLIC

Hausse de la production de 7,1%

La production industrielle du secteur public a retrouvé le chemin de la croissance au cours du troisième trimestre 2023. En effet, elle a affiché un accroissement appréciable de 7,1% par rapport à la même période de l'année précédente, caractérisée par une hausse de 4,9 %, situant ainsi la variation aux neufs mois de l'année à + 5,6 %, indique l'Office national des statistiques (ONS). P 3



LA 18^e ÉDITION DU SIPHAL
S'OUVRE À ALGER

**Les enjeux de
l'internationalisation
de l'industrie
pharmaceutique
algérienne en débat**



La 18^e édition du Salon International de la Pharmacie en Algérie (SIPHAL) s'ouvre à Alger. En s'imposant comme le plus grand événement de la pharmacie en Algérie, cet événement, qui se poursuivra à Alger jusqu'au 17 février 2024 au pavillon central du Palais des expositions d'Alger (SAFEX), a drainé une participation importante avec 170 exposants.

P 2

MARCHÉS PÉTROLIERS

**«Les prévisions de l'Opep
seront maintenues»**

Commentant le dernier rapport de l'organisation Opep "World Oil Outlook", M Haitham al Ghais, SG de l'Opep, a déclaré en marge en marge du Sommet mondial des gouvernements, un événement annuel organisé à Dubaï, aux Émirats arabes unis, que «Nos chiffres restent valables et sont très solides» et de continuer de dire « Nous nous en tenons à ce qui a été publié dans nos dernières perspectives et nous croyons fermement qu'elles sont solides ».

P 5

CRÉATION DE ZONES
FRANCHES

**Dynamiser les échanges
transfrontaliers**

La décision de l'Algérie de créer 5 zones franches au niveau des frontières avec la Mauritanie, le Niger, le Mali, la Tunisie et la Lybie, annoncée, avant-hier, lors de la réunion du Nepad par le Président Tebboune, va assurément dynamiser les échanges transfrontaliers. C'est ce que Madjid Saâda, directeur général de l'aménagement et de l'attractivité du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a déclaré à la radio.

P 4

Afrika[®]
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA[®]
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAQUA[®]
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

MAURITANIE

Algerian union bank ouvre une nouvelle agence commerciale

L'Algerian union bank (AUB), première banque algérienne en Mauritanie, inaugurerait mercredi sa deuxième agence commerciale à Nouadhibou, la capitale économique du pays, a indiqué mardi l'institution financière dans un communiqué. L'inauguration de cette nouvelle agence, qui s'inscrit "dans la continuité du développement de son réseau commercial", se fera par le président du Conseil d'administration, Ali KADRI, en présence des autorités locales, selon la même source. "Cette agence exprime la volonté de la banque d'offrir à l'ensemble de ses clientèles un réel service de proximité", souligne le communiqué, ajoutant que l'AUB "dispose d'un plan de développement ambitieux pour l'élargissement de son réseau commercial à travers l'ouverture d'autres agences". L'ouverture de la deuxième 2ème agence de la banque, intervient après quatre mois de son lancement, ce qui "illustre la volonté et la détermination de l'AUB à poursuivre le maillage ciblé du territoire de la Mauritanie, conformément à sa stratégie d'expansion", affirme la même source. L'AUB met à la disposition de sa clientèle une panoplie de produits et services bancaires adaptés à leurs besoins, riche en matière de financement du commerce extérieur, de la monétique, des dépôts ainsi que de la banque digitale, rappelle la même source.

LA 18^e ÉDITION DU SIPHAL S'OUVRE À ALGER

Les enjeux de l'internationalisation de l'industrie pharmaceutique algérienne en débat

La 18ème édition du Salon International de la Pharmacie en Algérie (SIPHAL) s'ouvre à Alger. En s'imposant comme le plus grand évènement de la pharmacie en Algérie, cet événement, qui se poursuivra à Alger jusqu'au 17 février 2024 au pavillon central du Palais des expositions d'Alger (SAFEX), a drainé une participation importante avec 170 exposants.

Par Z R

Placé sous le patronage du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et le ministre de la Santé, le salon se focalisera sur le thème : «Les enjeux de l'internationalisation de l'industrie pharmaceutique algérienne». Tout en favorisant le développement d'une expertise locale, le SIPHAL offre une plateforme d'exposition aux différents acteurs du secteur pharmaceutique en Algérie. Ce salon a réunit des représentants d'institutions publiques, des leaders de l'industrie pharmaceutique, des acteurs clés, ainsi que des organisations professionnelles du secteur de la pharmacie et de la santé. L'objectif du salon est de faciliter les échanges et le partage d'expériences sur les questions liées à l'internationalisation de l'industrie pharmaceutique algérienne. Cette internationalisation englobe non seulement l'exportation des produits pharmaceutiques algériens, mais également la

promotion de collaborations avec des acteurs internationaux, l'accès à de nouveaux marchés et l'adoption des meilleures pratiques mondiales. Dans son allocution d'ouverture, Dr. Yacine Louber, directeur du SIPHAL, a remercié tous les intervenants du secteur pour «leur confiance et les professionnels qui visitent le salon pour leur fidélité. Leur soutien est déterminant et nous conforte dans le choix du thème de cette édition consacré aux enjeux de l'internationalisation de l'industrie pharmaceutique algérienne». Pour M. Louber, «le SIPHAL est un salon citoyen visant à prolonger les efforts déployés par les autorités compétentes, tant pour promouvoir le modèle singulier algérien à l'échelle régionale et continentale que pour soutenir les initiatives d'exportation des opérateurs locaux vers de nouveaux marchés. L'Algérie s'est fixée comme objectif d'atteindre 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, à l'horizon 2030. Dédier le 18e SIPHAL à cette cause sera notre modeste

contribution.» Durant les 4 jours du programme, des thèmes cruciaux seront abordés en vue d'offrir une compréhension approfondie des enjeux actuels et des opportunités émergentes dans le secteur de l'industrie pharmaceutique en Algérie. L'état des exportations pharmaceutiques sera examiné, accompagné d'une évaluation des situations actuelles et des recommandations stratégiques. La pharmacovigilance en Algérie sera également l'un des points centraux pour souligner l'importance de la surveillance des médicaments afin d'assurer la sécurité des patients. Les experts nationaux et internationaux exploreront également des questions en lien avec le rôle essentiel de la CNAS en tant qu'acteur incontournable dans la prise en charge sociale des citoyens, les études en bioéquivalence, l'intérêt et les contraintes de l'internationalisation des activités de recherche et développement, ainsi que la stratégie d'internationalisation du marché des dispositifs médicaux en Algérie.

RÉUNION DU HAUT CONSEIL DE RÉGULATION DES IMPORTATIONS

Protéger et promouvoir la production nationale

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé mardi, une réunion du Haut conseil de régulation des importations, indique un communiqué des services du Premier ministre. Cette réunion a

été consacrée à l'évaluation des données relatives à la balance commerciale, à l'examen et à la proposition des mécanismes et des mesures devant protéger et promouvoir la production nationale

dans l'objectif de la substituer aux importations, précise le communiqué. La réunion a également porté sur l'examen des grands axes de la politique nationale en matière d'importations et de renforcement de la

coordination entre les secteurs en vue de leur régulation, à travers, notamment, le développement du système informatique et du système statistique du tissu de production nationale, outre l'accélération

du processus de numérisation, en application des instructions du président de la République données lors de la cérémonie d'installation du conseil en date du 2 août 2023, conclut la même source.

POUR LA QUATRIÈME FOIS

Huawei certifiée Top Employer 2024 en Algérie

La liste des Top Employers 2024 a été publiée et Huawei a été reconnue, pour la quatrième fois consécutive, comme l'un des « Top Employers en Algérie ». Le Top Employers Institute a officiellement annoncé la liste des Top Employers régionaux 2024 et nous sommes fiers de vous annoncer que Huawei Algérie a été certifiée Top Employer 2024 en Algérie. Chaque année, le Top Employers Institute, une référence mondiale en matière de reconnaissance de l'excellence des pratiques en ressources humaines, reconnaît les entreprises qui s'engagent à créer le meilleur environnement de travail possible

pour leurs collaborateurs, en adoptant des politiques et des pratiques RH plaçant l'humain au cœur de leurs préoccupations. Le programme de certification du Top Employers Institute repose sur l'évaluation des entreprises selon leur participation et de leurs performances à l'enquête "HR Best Practices Survey". Cette étude examine 6 grands domaines des ressources humaines - Piloter, Organiser, Attirer, Développer, Engager et Rassembler -, subdivisés en 20 thèmes, couvrant notamment la stratégie de gestion des talents, l'environnement de travail, l'acquisition de talents, la formation et le développement

des compétences, le bien-être au travail, ainsi que la diversité et l'inclusion. « Je tiens à remercier toutes les équipes dévouées de Huawei qui s'investissent chaque année pour obtenir cette reconnaissance contribuant ainsi à asseoir la réputation de Huawei comme un employeur de référence en Algérie. » a ajouté Eason Yi, Président exécutif de Huawei Algérie. Poursuivant, « Nous mettons résolument l'humain au cœur de notre stratégie, accompagnant nos équipes dans la réalisation de leur plein potentiel. Nos collaborateurs font notre réussite, et tous ensemble, nous avons pour ambition de

façonner un avenir prometteur pour l'Algérie. » « Recevoir pour la quatrième année consécutive cette distinction témoigne de notre engagement constant envers la promotion du bien-être de nos collaborateurs et notre détermination à instaurer un environnement de travail privilégié. C'est le reflet de notre ambition sociale, chez Huawei, axée sur l'impact local en Algérie », a ainsi affirmé Wangyunlong, Directeur des Ressources Humaines de Huawei Algérie. En 2024, le Top Employers Institute a certifié 2 300 organisations dans 121 pays à travers le monde.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE/SECTEUR PUBLIC

Hausse de la production de 7,1%

La production industrielle du secteur public a retrouvé le chemin de la croissance au cours du troisième trimestre 2023. En effet, elle a affiché un accroissement appréciable de 7,1 % par rapport à la même période de l'année précédente, caractérisée par une hausse de 4,9 %, situant ainsi la variation aux neufs mois de l'année à + 5,6 %, indique l'Office national des statistiques (ONS).

Par Sirine R

Selon l'opinion des chefs d'entreprises publiques et privées, ayant répondu à l'enquête, l'activité industrielle a augmenté au troisième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. La hausse est plus prononcée selon ceux du secteur public. Une tendance qui devrait se poursuivre pour les trois prochains mois. En effet, les chefs d'entreprises publiques et privées ayant répondu à l'enquête prévoient une hausse de la production, la demande ainsi que des effectifs.

Concernant la production industrielle dans le secteur public, le secteur de l'énergie et après une relative stagnation observée au trimestre précédent, se ressaisie et inscrit un taux de +7,6 % durant ce troisième trimestre, similaire à celui inscrit à la même période de l'année précédente (+7,4 %).

Après une baisse du rythme de hausse constatée au deuxième trimestre (+0,7 %) par rapport au premier (+6,4%), la production au niveau du secteur des hydrocarbures rebondie de nouveau et enregistre une variation de + 4,5 % durant ce troisième trimestre. Cette relance de production est perceptible notamment au niveau de la liquéfaction du gaz naturel qui continue de progresser en inscrivant une variation de +29,1 %, meilleure que celle observée au trimestre précédent (+16,2%), ainsi que de la production du pétrole brut et gaz naturel dont la variation passe à un taux de 1,1 % après avoir enregistré un taux modéré de + 0,4 %, également, au trimestre précédent.

En revanche, le raffinage du pétrole brut persiste dans la baisse et accuse un taux de -1,4 % durant ce troisième trimestre, néanmoins, il reste de moindre ampleur que celui enregistré au trimestre précédent (-10,7 %).

Dans la même tendance, la production au niveau des Mines et carrières ainsi que de celle des ISMMEE se redressent formidablement et atteignent des taux de +12,8 % et de +12,3 % contre des baisses de 0,5 % et de 17,9 % accusées à la même période de l'année écoulée, respectivement.

En effet, dans le domaine des Mines et carrières, après avoir rebondie d'un taux de +2,8 % au deuxième trimestre de l'année, « l'extraction de la pierre, argile et sable » voit sa production croître considérablement pour inscrire un taux de +11,1 % durant ce

troisième trimestre. Contre un recul de 14,2 % observé au trimestre précédent « l'extraction du minerai de fer » s'est considérablement progresser en affichant un taux de +30,8 % durant ce trimestre. Il est à noter que la même période de l'année précédente s'est caractérisée par une baisse de 5,9 %. Une accélération du rythme de hausse définit « l'extraction du sel » qui marque un taux de +42,7 %, après ceux affichés aux deux trimestres précédents, +3,2 % et +7,5 % respectivement. Pareillement, « l'extraction du minerai des matières minérales » se rehausse d'un taux de 4,7 % et « l'extraction du minerai de phosphates affiche un taux de 5,7 %, toutefois de moindre ampleur que celui enregistré au trimestre précédent (+13,6%).

La construction de véhicules industriels en hausse de 343,9 %

Quant à la production ISMMEE, elle affiche une variation positive de 12,3 % et confirme pour le troisième trimestre consécutif de l'année 2023 sa progression. Des hausses sensibles caractérisent certaines branches clés du secteur, dont notamment, la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques qui progresse d'un taux de + 27,6 % et la construction de véhicules industriels de +343,9 %, et ce, contre des baisses de 13,3 % et de 85,2 % accusées à la même période de l'année précédente. Également, après avoir affiché des baisses successives dès le deuxième trimestre 2022, la fabrication des biens de consommation électriques se rehausse sensiblement d'un taux de +43,0 %, la fabrication des biens d'équipement métalliques (+61,7 %) et la production et transformation des métaux non ferreux de (+16,5 %).

En revanche, la fabrication des biens d'équipements mécaniques persiste dans la baisse et inscrit une nouvelle variation négative de 21,6 %, plus sensible que celle enregistrée à la même période de l'année précédente (-5,5 %). Après avoir nettement progresser aux deux premiers trimestres de l'année (+28,4 % et +48,0 %), la sidérurgie et transformation de la fonte et acier marque un recul de sa production et affiche un taux de -31,2 %. Idem, la construction de véhicules industriels persiste dans la baisse et inscrit une nouvelle variation de -3,9 %, toutefois, de moindre ampleur que celle observée au trimestre précédent (-47,1 %).

Hausse de la production des matériaux de construction

Poursuivant la propension à la hausse entamée au trimestre précédente (+6,0 %), la production des matériaux de construction enregistre une nouvelle hausse de +10,5% durant ce troisième trimestre. Cette hausse concerne l'ensemble des branches du secteur dont notamment la fabrication des matériaux de construction et produits rouges qui affiche une performance de 136,1 % contre une baisse de 59,9 % inscrite à la même période de l'année écoulée. Une hausse mesurée du rythme de croissance définit les liants hydrauliques qui croissent d'un taux 6,3 % au cours de ce troisième trimestre, après ceux de +3,0 % et de +5,4 % enregistrés respectivement aux deux trimestres écoulés. Pareillement, des hausses appréciables définissent le reste des branches. Les autres produits en ciment et matières de construction observent un taux de + 50,9 % et l'industrie du verre un taux de +17,8 %.

Idem, des hausses appréciables définissent les industries agro-alimentaires (+6,5 %) ainsi que ceux du bois (+49,5 %). D'un degré moindre, les industries des textiles affichent un taux de +2,5 %. En revanche, après avoir progressé éminemment d'un taux de +22,4 %, la production des industries Chimiques régresse d'un taux de -10,1 % durant ce troisième trimestre 2023. Les industries des cuirs affichent pour le deuxième trimestre consécutif une baisse de 36,6 % après celle de -30,1 % observée au trimestre précédent. La baisse est constatée autant au niveau des biens intermédiaires que des biens de consommation avec des taux respectifs de - 49,1 % et - 16,6 %.

La production des Bois et Papier se distingue par une nouvelle hausse de 49,5% au cours de ce troisième trimestre 2023. Hormis l'industrie du liège qui persiste dans la baisse et enregistre une variation plus sensible de - 41,6 %, le reste des branches a remarquablement progressé. La menuiserie générale et des biens intermédiaires des bois, branche clé du secteur, voit sa production augmenter immentement de +638,1 % contre une baisse de 89,5 % accusée à la même période de l'année précédente, l'industrie de l'ameublement de + 12,3 % et la transformation du papier d'un taux de + 13,5 %, toutefois, ces deux derniers restent de moindre ampleur que ceux observés au trimestre précédent, +32,8 % et +23,9 %, respectivement.

PRODUCTION INDUSTRIELLE - AU 3 ÈME TRIMESTRE 2023 Les prix en baisse de 0,6%

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national se caractérisent par une baisse de 0,6 % au troisième trimestre 2023, dans les mêmes proportions que celle relevée au trimestre précédent, soit - 0,5%, indique l'ONS.

La variation enregistrée au troisième trimestre 2023 et par rapport à la même période de l'année précédente s'établit à -3,9%. Evolution par secteur d'activité Les principales caractéristiques de l'évolution des prix à la production industrielle du secteur public national, au troisième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, se caractérisent comme suit : Après une baisse de 0,5% relevée au trimestre précédent, les prix à la production du secteur de l'énergie se rehaussent et affichent une variation de +1,8 % au troisième trimestre 2023. Passant d'un taux de -7,0% au trimestre précédent à +2,1% au 3ème trimestre 2023, un rebondissement considérable des prix caractérise le secteur des Mines et Carrières. Cette tendance se justifie principalement par la hausse des prix de certaines branches du secteur. En effet, après une relative stagnation au trimestre précédent, l'extraction de sel affiche une croissance de +2,1%. Idem, l'extraction du minerai de phosphate passe d'un taux de -8,2 % à +2,4% et l'extraction du minerai des matières minérales passe de -1,2 % à +3,0%. Après une hausse de 4,1%, relevée au trimestre précédent, les prix dans les ISMMEE diminuent sensiblement au 3ème trimestre 2023. Le taux enregistré est de - 2,0%. Ce recul s'explique particulièrement par la baisse enregistrée au niveau de la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques, soit -12,8%.

Par ailleurs, des variations positives gagnent certaines branches. La sidérurgie, transformation de fonte et acier affiche un taux de + 4,9%, la fabrication des biens d'équipement électriques (+ 2,7%) et d'un degré moindre la fabrication de consommation métalliques (+ 0,8 %).

Par ailleurs, une baisse des prix modérée est observée au niveau du secteur des Industries Agro-Alimentaires au troisième trimestre 2023, soit - 0,8 %.

COOPÉRATION

Cherfa rencontre le directeur de l'Agence américaine de la protection de l'environnement

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a rencontré à New York (Etats-Unis), le directeur général de l'Agence américaine de la protection de l'environnement (EPA), Michael Stanley Reagan, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

La rencontre s'est déroulée, mardi, en marge du débat public de haut niveau au Conseil de sécurité des Nations unies sur « Les effets des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Pour rappel, M. Cherfa avait participé en qualité de re-

présentant de l'Algérie au débat public de haut niveau au Conseil de sécurité des Nations unies, qui était une occasion pour les membres du Conseil et les membres de l'ONU d'examiner les effets des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Ce débat public vise à parvenir à des recommandations palpables et à assurer une meilleure coordination en termes de réponses et d'approches proactives mais aussi à renforcer les efforts de la communauté internationale pour lutter contre l'insécurité alimentaire et réduire les séquelles du changement climatique.

ENR

L'intérêt d'intégrer l'innovation dans le développement du secteur souligné

L'intérêt d'intégrer de l'innovation technologique dans les projets liés à la transition énergétique pour le développement du secteur en Algérie a été souligné, lors d'une Journée d'étude organisée mardi à Alger. Les experts intervenant au cours de cette Journée intitulée : "Promouvoir la durabilité du secteur de l'énergie en Algérie grâce à l'innovation et à la technologie", ont relevé le potentiel structurel d'innovation en Algérie à saisir en matière de transition énergétique, en associant les porteurs d'idées et les startups ainsi que la coopération internationale dans le domaine. Ainsi, le PDG de l'Entreprise nationale de forage (Enafor), Mohamed Bennezzar, a affirmé que son entreprise, filiale de Sonatrach, met en œuvre un programme "ambitieux" d'appui sur l'innovation pour réduire le recours aux énergies fossiles dans le processus de forage. « Nous étudions avec nos fournisseurs la mise en place de groupes électrogènes hybrides au niveau de nos sites d'activité ou à base de gaz liquéfié, tout en automatisant l'ensemble de nos équipements », a-t-il indiqué, ajoutant que cette initiative visait à réduire la consommation de gasoil et donc l'émission de CO2.

De plus, a-t-il dit, au niveau des bases de vie de l'entreprise autour des zones de forage, l'éclairage LED est généralisé et l'installation de chauffe-eaux solaires est multipliée. De son côté, le business développer à Holcim El Djazaïr, Lyes Bahloul, a jugé "nécessaire" de s'orienter vers un mix énergétique "fossile-renouvelable" pour réussir une transition graduelle. Dans ce cadre, M. Bahloul a fait savoir que l'entreprise qu'il représente a installé un système photovoltaïque au niveau d'une unité de fabrication de papier dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, prochainement mise en service. « L'usine sera alimentée en électricité solaire le jour et à partir du réseau conventionnel la nuit », a-t-il annoncé. Pour sa part, le directeur général adjoint de l'Entreprise nationale de grands travaux pétroliers (ENGTP), filiale de Sonatrach, Fateh Eddine Mouaci, a indiqué que 10% du budget de chaque filiale du groupe public est réservé à la collaboration avec les startups. Par ailleurs, d'autres acteurs du secteur, comme l'expert en énergies renouvelables (EnR), Mourad Louadah, ont évoqué la nécessité de retranscrire sur le terrain la volonté de l'Etat de développer la technologie liée à la transition énergétique. Selon lui, cela doit passer par des actions visant à faire face aux problématiques contraignantes pour les projets de développement des EnR en Algérie. Il a ainsi plaidé en faveur d'un plus grand accompagnement des entreprises du secteur afin de créer un écosystème à même de développer un tissu économique adéquat.

R E.

CRÉATION DE ZONES FRANCHES

Dynamiser les échanges transfrontaliers

La décision de l'Algérie de créer 5 zones franches au niveau des frontières avec la Mauritanie, le Niger, le Mali, la Tunisie et la Lybie, annoncée, avant-hier, lors de la réunion du Nepad par le Président Tebboune, va assurément dynamiser les échanges transfrontaliers. C'est ce que Madjid Saâda, directeur général de l'aménagement et de l'attractivité du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a déclaré à la radio.

Synthèse Slimane T

« Les zones frontalières représentent une partie géostratégique du territoire national », souligne le responsable, en annonçant que « des plateformes logistiques seront créées dans ces zones pour moderniser et développer les échanges commerciaux. » L'objectif principal, explique Madjid Saâda, « c'est l'amélioration des conditions de vie du citoyen et de rendre ces territoires attractifs aussi bien pour la population locale que pour l'investissement ». Selon lui, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a engagé l'élaboration des études pour les 9 zones frontalières définies par le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), trois dans les Hauts-Plateaux, trois au Nord et trois au Sud, et « le diagnostic montre que les zones frontalières accusent un retard de développement, notamment dans le sud du pays ». Cette problématique est prise en charge à travers le programmes de développement des zones d'ombres, engagé par le président de la République », relève Madjid Saâda, qui appuie ses dires par des chiffres : « 1563 zones d'ombres ont été identifiées et définies au niveau des zones frontalières. Il a été décidé d'y réaliser 8835 projets, financés avec une enveloppe dépassant les 156 milliards DA. Jusque-là, 5865 projets ont été achevés pour un montant de plus de 94 milliards de dinars. » « Ces projets, en lien avec l'accès à l'eau potable, l'éducation ou la santé, ont sensiblement



amélioré les conditions de vie de la population locale », affirme Madjid Saâda. Pour autant le responsable distingue des différences de développement et de potentialités entre ces zones frontalières : « celles situées dans le nord sont caractérisées par un développement assez rapide et possèdent un fort potentiel agricole, tandis que dans les Hauts-Plateaux se prêtent plutôt à l'élevage et que le sud offre des opportunités pour le développement des activités minières et touristiques », explique encore le directeur général de l'aménagement et de l'attractivité du territoire, au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Pour sa part, l'économiste Brahim Guendouzi, a affirmé dans une déclaration ac-

cordé à un journal en ligne « la Patrie-news » que la mise en place de zones franches va contribuer également à « la réalisation d'infrastructures économiques indispensables à la réalisation des flux de commerce (routes, établissements spécialisés, prestations de services, etc.) ». D'où, souligne l'économiste, « la contribution au développement économique au niveau de ces régions pour le plus grand bien des populations locales ». Par ailleurs, les zones franches « représentent un levier important dans la mise en œuvre de la Zlecaf au niveau régional déjà, en plus de la contribution qui sera opérée globalement sur le plan commercial au niveau de tout le continent et ce, sur le moyen terme ».

ARKAB REÇOIT UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE TURQUE

Le partenariat algéro-turc examiné

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, mardi à Alger, une délégation parlementaire turque conduite par le président de la Commission des Affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de la République de Turquie, Fuat Oktay, avec qui il a évoqué l'état et les perspectives de la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie et des mines ainsi que les moyens de son renforcement, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres et de l'ambassadrice de Turquie en Algérie, les deux parties ont examiné l'état des relations "privilegiées" de coopération et de partenariat entre les deux pays dans les domaines de l'énergie et des mines, ainsi que les perspectives de leur renforcement. Ils ont, en outre, passé en revue, les principales réalisations et projets en cours et futurs, notamment depuis la tenue de la 11e réunion de la Commission

mixte algéro-turque et du Forum des hommes d'affaires consacré à l'énergie et aux mines en 2021 à Alger. A cette occasion, M. Arkab et le chef de la délégation turque ont salué le partenariat important entre les entreprises du secteur en Algérie, telles que Sonatrach, Sonelgaz et Sonarex, et les entreprises turques dont Butac, Renaissance, Tosyali et Ozmert, notamment dans les domaines de la commercialisation du gaz, de la pétrochimie, ainsi que l'exploitation et la transformation des minerais de fer des mines de Gara Djebilet et El Ouenza. Les deux parties ont également mis en avant les opportunités et les possibilités d'investissement et de partenariat entre les entreprises des deux pays dans le secteur de l'énergie en général et des hydrocarbures en Algérie et à l'étranger, notamment en Afrique, ajoute la même source. Lors de la même rencontre, les deux parties ont également évoqué d'autres formes de coopération liées à l'échange d'expertise, à l'investissement et

au partenariat dans le secteur des mines, notamment dans les domaines de la recherche géologique, de l'exploration, de l'exploitation et de la production de matières minérales en Algérie, notamment après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement en Algérie, qui prévoit de nombreuses facilitations et incitations pour les opérateurs étrangers. A cette occasion, M. Oktay s'est félicité de la qualité des relations historiques privilégiées entre l'Algérie et la Turquie, et entre les entreprises des deux pays, réitérant "l'engagement de la partie turque à renforcer sa présence en Algérie à travers l'intérêt manifesté par les entreprises turques pour la création de projets d'investissement et de partenariat mutuellement bénéfiques avec les entreprises algériennes, tout en assurant le transfert d'expertise et la formation dans de nombreux domaines, en particulier le secteur de l'énergie et des mines", conclut la source.

R E.

MARCHÉS PÉTROLIERS

«Les prévisions de l’Opep seront maintenues»

Commentant le dernier rapport de l’organisation Opep "World Oil Outlook", M Haitham al Ghais, SG de l’Opep, a déclaré en marge en marge du Sommet mondial des gouvernements, un évènement annuel organisé à Dubaï, aux Émirats arabes unis, que «Nos chiffres restent valables et sont très solides» et de continuer de dire « Nous nous en tenons à ce qui a été publié dans nos dernières perspectives et nous croyons fermement qu'elles sont solides ».

Par Réda Hadi

Notons que dans son rapport «World Oil Outlook », l’Organisation prévoit que la demande mondiale de pétrole atteindra 116 millions de barils par jour (bpj) d’ici 2045. La croissance étant tirée par la Chine, l’Inde, plusieurs pays asiatiques, l’Afrique et le Moyen-Orient. En d’autres termes, pour le secrétaire de l’OPEP, les perspectives à long terme solides, de même que la remise en cause des objectifs climats pourrait tirer la demande. Il en sera ainsi de l’Opep+ qui peut stabiliser le marché avec des baisses volontaires de production. A propos de la décision de l’Arabie saoudite de suspendre ses projets d’expansion de ses capacités en matière de production de pétrole, Haitham al Ghais, a affirmé que «cela ne doit en aucun cas être interprété comme une projection de la baisse de la demande ». Notons que le gouvernement saoudien a demandé le 30 janvier à la compagnie pétrolière nationale Aramco d’abaisser ses capacités et de viser un objectif de production maximale de 12 millions de barils par jour (bpj), soit un million de bpj de moins que l’objectif annoncé en 2020 et qui devait être atteint en 2027. Selon des sources, ce revirement surprise dans les projets d’expansion du royaume en matière de pétrole était en préparation depuis au moins six mois et il s’appuie sur une analyse selon laquelle une grande partie de la capacité excédentaire de l’Arabie saoudite n’est pas correctement valorisée. D’une manière générale, les nouvelles perspectives de l’Opep sont prévues dans le courant de l’année. « Nous pensons que nos chiffres

restent valables et sont très solides », affirme-t-il optimiste, et d’ajouter «S’il y a une évolution, c’est le changement de discours auquel nous assistons actuellement (...) de nombreux pays dans le monde font marche arrière, tempèrent et revoient leurs objectifs de zéro émission nette (...) ce qui créera une nouvelle demande de pétrole à long terme ». L’Opep doit publier ses nouvelles perspectives dans le courant de l’année et son secrétaire général a déclaré qu’il faudrait "attendre" septembre ou octobre, date à laquelle cette publication devrait avoir lieu, pour déterminer un éventuel changement dans les données.

L’Angola peut adhérer à nouveau à l’Opep si elle le souhaite

Sur le cas de l’Angola qui a quitté le cartel, Haitham al Ghais s’est dit ne pas être préoccupé de la décision, précisant que «ce n’est pas la première fois qu’un membre quitte l’organisation pour des raisons qui lui sont propres. Nous avons eu des membres qui partent et d’autres qui rejoignent l’organisation (...)», donc je ne suis pas trop inquiet à ce sujet ». Le secrétaire général de l’Opep a cependant souligné que l’Angola pourrait redevenir membre de l’organisation si elle le souhaite. L’annonce le 21 décembre du retrait de l’Angola de l’Opep avait provoqué à l’époque une baisse des cours du pétrole, amenant certains analystes à s’interroger sur les fractures entre l’Opep et ses partenaires réunis dans l’alliance Opep+, qui comprend notamment la Russie. Il a également noté que les baisses de quotas de production, sur la base du volontariat, mises en œuvre par cer-

tains pays de l’Opep+ montre la flexibilité de l’organisation. "Pour l’instant, c’est probablement le moyen le plus approprié", a-t-il dit. Par ailleurs, le chef de l’OPEP dans des déclarations à l’agence de presse des Émirats (WAM), a déclaré que l’OPEP était en pourparlers actifs avec plusieurs nations désireuses de rejoindre la Charte de coopération OPEP+, à la suite de la récente adhésion de la République du Brésil. Les noms de ces pays seront annoncés après l’achèvement des consultations en cours, a-t-il expliqué. «En facilitant le dialogue et les efforts conjoints dans des domaines tels que la technologie, la Charte de coopération vise à stabiliser les marchés pétroliers et à bénéficier à toutes les parties prenantes de l’industrie, y compris les nations productrices et consommatrices de pétrole. En ce qui concerne les changements futurs dans la production de pétrole des États membres de l’OPEP, Al Ghais a déclaré que les succès continus de la déclaration de coopération ont motivé les pays participants à continuer d’intensifier leurs efforts et leur coopération pour soutenir la stabilité du marché. À cet égard, il a souligné l’accord récent des membres de l’OPEP+ pour prolonger leurs réductions volontaires de la production de pétrole jusqu’à la fin de 2024. En ce qui concerne les prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2024, il a souligné le rapport de l’OPEP de janvier 2024, dans lequel l’organisation mondiale déclare que les prévisions de demande restent inchangées à 2,2 mb/j, avec une croissance de l’OCDE d’environ 0,3 mb/j et des pays non membres de l’OCDE d’environ 2,0 mb/j.

PÉTROLE

Le Brent à près de 83 dollars à Londres

Les prix du pétrole stagnaient mercredi, tandis que le cours européen du gaz poursuivait sa baisse, en raison d’un temps doux et de stocks confortables en UE. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,05% à 82,81 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, baissait de 0,01% à 77,86 dollars. « Le marché reste focalisé sur la situation au Moyen-Orient, mais la tendance haussière semble être en pause mercredi », commentent des analystes qui attendent plus tard mercredi la publication de l’état des stocks hebdomadaires commerciaux américains par l’Agence américaine d’information sur l’énergie (EIA) pour la semaine achevée le 9 février. La fédération des professionnels du secteur, l’American Petroleum Institute (API), a estimé mardi que les stocks de brut avaient augmenté d’environ 8,52 millions de barils la semaine dernière. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, perdait 2,12% à 24,90 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir touché 24,705 euros, un nouveau plus bas depuis juillet 2023. Outre les prévisions de temps plus doux, les réserves de gaz, pourtant très sollicitées pour le chauffage pendant l’hiver, sont encore remplies à 66,58% en moyenne dans les pays de l’Union européenne, selon la plateforme européenne Aggregated Gas Storage Inventory (AGSI).

R. E.

SOMMET DU GECF À ALGER

Les conditions idéales pour un événement réussi assurées

Le secrétaire général (SG) du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), M. Mohamed Hamel, a assuré que les préparatifs du 7ème Sommet des chefs d’Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu du 29 février au 2 mars à Alger, ont mobilisé toutes les ressources nécessaires, assurant les conditions idéales pour un événement réussi. Hamel, qui s’est rendu le 6 février en Algérie, à la tête d’une délégation du Forum, dans le cadre du suivi des préparatifs de l’évènement, a assuré, dans une déclaration adressée aux délégués des pays membres du Forum, publiée sur le site-web du GECF, que "les préparatifs de ce prestigieux Sommet, entrepris par le Comité National Algérien, en collaboration avec le Secrétariat du GECF, ont mobilisé toutes les ressources nécessaires, assurant les conditions idéales pour un événement réussi et productif". M. Hamel, qui, pendant son séjour en Algérie, a visité avec la délégation l’accompagnant plu-

sieurs sites concernés par l’évènement et s’est entretenu avec nombre de hauts responsables algériens à ce sujet, a souligné sa "conviction" que ce Sommet "ira au-delà des discussions et des collaborations", ajoutant qu’il offre aux délégués "l’occasion de s’immerger dans la culture distinctive et l’hospitalité chaleureuse de l’Algérie". Souhaitant la bienvenue aux participants au Sommet, il a exprimé, au nom du GECF, la "plus profonde gratitude à l’Algérie, un éminent membre fondateur de notre Forum, pour avoir gracieusement accueilli le 7ème Sommet". "Leur (partie algérienne, Ndlr) dévouement incessant et leur préparation méticuleuse pour cet événement capital soulignent véritablement leur engagement inébranlable envers notre Forum", a-t-il insisté. S’agissant du Sommet, le SG du GECF a expliqué qu’il allait offrir aux dirigeants "l’occasion de s’engager dans des discussions approfondies, englobant les développements géopolitiques, économiques

et politiques, offrant, ainsi, une possibilité d’approfondir les perspectives et les défis immédiats et à long terme du secteur du gaz naturel". Il a affirmé, également que le Sommet réitère le rôle "important" du Forum dans le renforcement de la coopération entre les pays membres, en plaidant pour le gaz naturel en tant qu’élément central de la réalisation des objectifs de développement durable des Nations-Unies", tout en garantissant la stabilité des marchés du gaz naturel et en abordant la sécurité, l’accessibilité et la durabilité énergétiques. Le Sommet vise également à élargir le dialogue avec les pays consommateurs et les organisations partageant les mêmes idées, tout en contribuant activement aux discussions mondiales dans les forums internationaux et multilatéraux, a-t-il indiqué. Evoquant le déroulement du 7ème Sommet du GECF à Alger, M. Hamel a expliqué qu’il sera précédé par une réunion d’un groupe de travail ad-hoc de haut niveau et une réunion ministérielle ex-

traordinaire qui prépareront les documents essentiels pour le Sommet, y compris la Déclaration d’Alger, ajoutant qu’il sera accompagné d’une série d’évènements parallèles importants. A cet effet, le SG du GECF a affirmé que la présence des délégations des membres du Forum à Alger constituait l’occasion idéale pour inaugurer le siège du nouvel Institut de recherche sur le gaz du GECF. Les participants assisteront également à la présentation de la dernière édition du "Global Gas Outlook", l’une des publications phares du GECF, note M. Hamel, ajoutant qu’une cérémonie de remise de prix, visant à honorer des personnalités et des institutions "exemplaires" pour leurs contributions exceptionnelles dans le secteur du gaz naturel fait partie de l’ordre du jour. Une cérémonie de signature de mémorandums d’accord avec la Commission africaine de l’énergie (AFREC) et l’Institut de recherche économique pour l’ASEAN et l’Asie de l’Est (ERIA) aura également lieu.

GESTION DES DÉCHETS
MÉNAGERS

Réception prochaine
de nouvelles
structures à Tindouf

De nouvelles structures de gestion des déchets ménagers seront réceptionnées prochainement dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris mardi de la Direction locale de l'environnement. Parmi ces projets retenus dans le cadre des efforts consentis pour assurer un milieu urbain sain et propre, figure un centre d'enfouissement technique (CET) en chantier au chef-lieu de la wilaya de Tindouf dont les travaux de réalisation ont enregistré un avancement estimé à 82 %, a indiqué le directeur du secteur, Fouad Kara. Cette structure qui dotera les équipements nécessaires pour une meilleure gestion des déchets ménagers, contribuera à la lutte contre les décharges anarchiques défigurant le milieu urbain, a-t-il souligné. La commune de Oum Lassel (170 km au nord de Tindouf) a, pour sa part, bénéficié d'un projet de réalisation d'une décharge publique contrôlée dont les travaux ont pris fin, tandis que l'opération d'aménagement de la voie qui permettra de faciliter l'accès des engins de collecte à la décharge, est en cours d'exécution, a ajouté le même responsable, signalant que la réalisation de cette décharge publique contrôlée bientôt opérationnelle, a pour objectif de collecter les déchets ménagers de cette commune, tout en contribuant à la protection du milieu urbain. Les services de la wilaya ont, par ailleurs, procédé à la levée de gel de trois projets susceptibles de donner une valeur ajoutée au secteur de l'environnement dans le domaine de la gestion des déchets ménagers notamment, a fait savoir M. Kara. Il s'agit d'un CET des déchets inertes et une décharge contrôlée attendus dans la localité de Hassi Khebi (370 km de Tindouf) ainsi qu'un jardin public de détente et de loisirs au chef-lieu de la wilaya, a révélé la même source.

JIJEL

Mise en service fin mars prochain
de la ligne de transformation des jus
et confiture de l'usine Jumagro

La ligne de transformation des jus et confiture de l'établissement public économique "Jumagro" situé au niveau de la commune de Taher dans la wilaya de Jijel, entrera en service "fin mars prochain", a-t-on appris mardi du président directeur général de cet établissement économique, Mebarak Ouali. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que "suite aux engagements pris devant le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, au cours de sa dernière visite dans cet établissement en janvier dernier, la 2ème ligne dédiée à la transformation des jus et confiture sera mise en service fin mars prochain". Il s'agit d'une ligne, parmi trois lignes principales de l'usine, a expliqué M. Mebarak qui a souligné que la première ligne dédiée au pressurage des olives vierges avait été activée le mois de novembre dernier, alors que la ligne de congélation et de conservation des

fruits et légumes rentrera en service "ultérieurement". Il a affirmé, en outre, que l'aménagement de l'entrepôt de cette ligne a été achevé, en attendant la réception des différents équipements de fonctionnement nécessaires d'ici à la fin du mois de février courant au port de Djen Djen (Jijel), ajoutant qu'il sera procédé au recrutement de plus de 40 employés pour garantir l'entrée en exploitation de la deuxième ligne. Pour rappel, l'entreprise publique JUMAGRO, qui est le fruit d'un partenariat entre le groupe AGRODIV (60%) et le holding public MADAR (40%), était à l'arrêt depuis 2016. La reprise de son activité s'inscrit dans le cadre de la stratégie de relance des activités des unités à l'arrêt, a-t-on indiqué, tout en affirmant que l'opération de sa mise à niveau avait été lancée en janvier 2023, avant d'être mise en service avec une première ligne le mois de novembre 2023.

MÉDÉA

La gestion des appels de secours désormais informatisée

Un système de gestion informatisée des appels de secours des lignes d'urgence « 14 » et « 10 21 » est entrée en service récemment au niveau du centre de coordination opérationnel de la Protection civile de Médéa, a-t-on appris mercredi auprès de ce corps constitué.

La mise en place de ce système rentre dans le cadre de la modernisation des moyens de communications opérationnelles de la Protection civile et visant à rendre plus performant le travail des équipes affectées à ce service qui gère quotidiennement des centaines d'appels de secours émanant des citoyens, a expliqué à l'APS le directeur de la Protection civile, le lieutenant-colonel, Saïd Elorabi. Grace à l'outil informatique, les appels de secours sont désormais gérés à l'aide d'un simple clic de souris qui permet à l'opérateur de traiter rapidement les appels émis

via les numéros de téléphone fixes ou mobiles sur les lignes d'urgence « 14 » et « 10 21 », au nombre de douze, et de transmettre l'information aux unités opérationnelles pour les cas qui nécessitent une intervention ou d'orienter l'appelant vers la structure ou le service approprié, a-t-il précisé. Elaboré par le chef du bureau des communications opérationnelles de la direction de la Protection civile de Blida, le commandant Nadjib Benlimane, ce système permet de filtrer les appels, d'enregistrer les contacts, les appels reçus ou manqués, d'identifier le nu-

méro de l'appelant et pouvoir, ainsi, le recontacter pour de plus amples informations sur l'urgence signalée, a indiqué le lieutenant-Colonel Elorabi. Toutes ces informations sont stockées sur une base de données qui peut être consultée plus tard en cas de nécessité, ajoute cet officier. L'autre avantage de la gestion informatique des appels est la possibilité de détecter les pannes qui peuvent se produire sur les lignes réservées aux appels d'urgence et les prendre en charge aussitôt afin d'assurer la continuité du service, a-t-il conclu.

CONSTANTINE

Signature d'une convention cadre entre
l'université Abdelhamid Mehri et la Chambre de
commerce et d'industrie «Rhumel»

Une convention cadre entre l'université Abdelhamid Mehri (Constantine 2) et la Chambre de commerce et d'industrie « Rhumel », a été signée mardi à Constantine. Le recteur de l'Université Constantine 2, Youcef Lakhdar Hamina a indiqué à l'APS, en marge d'une rencontre d'affaires organisée à la salle des réunions de cette université, sous le slogan « Massa @com » », en présence de plusieurs partenaires socio-économiques de la wilaya de Constantine, que la signature de cette convention s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement extérieur et l'affermissement des relations de coopération avec les partenaires économiques. Le même responsable a précisé que la conclusion de cette convention entre l'université Ab-

delhamid Mehri (Constantine 2) et la Chambre de commerce et d'industrie « Rhumel » vise à « unifier les efforts dans les domaines de la formation, de la recherche scientifique et technique », faisant état de la volonté des deux parties à mettre en place un partenariat à long terme permettant le développement de l'intérêt

mutuel à travers la coopération autour d'activités pédagogiques et de formation. Cette coopération permettra également d'encourager le développement de la formation et de répondre aux besoins du marché du travail dans divers domaines pour contribuer au développement socio-économique du pays.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التكوين والتعليم المهنيين

نص الإعلان الصحفي

تعلن وزارة التكوين والتعليم المهنيين أن:

التسجيلات مفتوحة من يوم الأحد 07 جانفي 2024 إلى غاية يوم السبت 17 فيفري 2024

على مستوى كل المؤسسات التكوينية، وعبر الموقع الإلكتروني:

mihnati.mfep.gov.dz

- أيام الانتقاء والتوجيه: 18، 19، 20 فيفري 2024.

- الإعلان عن النتائج: يوم الخميس 22 فيفري 2024.

- الدخول الرسمي: يوم الأحد 25 فيفري 2024.

Communiqué

Le ministère de la formation et de l'enseignement professionnels informe :

- Inscriptions du dimanche 07 janvier 2024 au samedi 17 février 2024 au

niveau des établissements de formation professionnelle, et en ligne

mihnati.mfep.gov.dz.

- Journées de sélection et d'orientation: les, 18, 19, 20, février 2024

- Proclamation des résultats: Jui 22 février 2024

- Rentrée officielle le: dimanche 25 février 2024.

GREENWASHING

Les grandes compagnies pétrolières protègent les combustibles fossiles en mentant sur leurs ambitions écologiques

Un récent sondage d'opinion a ébranlé le monde des lobbyistes de Big Oil dans leurs célèbres costumes à mille dollars et leurs chaussures en crocodile. Selon le Pew Research Center, 37 % des Américains estiment désormais que la lutte contre la crise climatique devrait être la priorité numéro un du président Joe Biden et du Congrès, et 34 % d'entre eux la placent parmi leurs priorités, même s'ils ne la placent pas au premier rang.

1^{ère} partie

Source : Tom Dispatch, Juan COLE
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Depuis les années 1990, des entreprises comme ExxonMobil et des pays comme l'Arabie saoudite ont tenté de faire croire au public que le changement climatique était une pure fantaisie ou que la combustion du charbon, du gaz naturel et du pétrole n'en était pas la cause. Ayant perdu cette bataille, les lobbyistes des combustibles fossiles se sont rabattus sur le plan B. Ils veulent vous convaincre que les grandes compagnies pétrolières sont en train de passer à l'action de manière importante pour passer – eh oui ! – aux énergies vertes. L'accueil du récent sommet sur le climat COP28 par les Émirats arabes unis, l'un des principaux exportateurs de pétrole au monde, a illustré parfaitement ce genre de bouffonnerie et malheureusement, ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de ce monde de greenwashing qui est le nôtre. Partout où vous regardez, vous trouverez d'autres cas, mais il s'agit certainement d'un exemple classique. L'homme d'affaires émirati Sultan Ahmed al-Jaber était le président de la 28e conférence des parties, basée à Dubaï, qui réunissait les pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Rio de Janeiro en 1992. S'il est vrai qu'il a été président du conseil d'administration de Masdar, une entreprise des Émirats arabes unis spécialisée dans les énergies vertes, il n'en reste pas moins qu'il est également PDG d'ADNOC, la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis, ce qui a suscité la controverse. Pire encore, il s'est engagé à accroître la production de pétrole et de gaz de son pays de la taille d'un timbre-poste, qui compte un million de citoyens (et huit millions de travailleurs invités), et ce à grande échelle. Il souhaite que l'ADNOC augmente sa production quotidienne de pétrole de quatre millions de barils par jour actuellement à cinq millions d'ici à 2027, alors même que les climatologues soulignent que la production mondiale de combustibles fossiles doit être réduite de 3 % par an jusqu'en 2050 si le monde veut éviter les conséquences les plus dévastatrices du changement climatique. Par ailleurs, comme la COP28 s'est tenue au cœur du Moyen-Orient, région productrice de pétrole, elle a également servi de tremplin à de piètres acteurs comme l'Arabie saoudite, qui a mené la charge pour empêcher la conférence de s'engager à mettre fin à l'utilisation des combusti-

bles fossiles à une date précise. L'attribution de la COP28 aux Émirats par le secrétariat de la CCNUCC a permis à tout un pays, voire à toute une région, d'être blanchi, une décision véritablement choquante qui devrait faire l'objet d'une enquête du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU. (Et l'année prochaine, il semble que la COP29 sera accueillie par un autre grand producteur de pétrole. En d'autres termes, les pays pétroliers semblent avoir le vent en poupe).

Des algues imaginaires

Bien évidemment, les États pétroliers du Golfe sont loin d'être de grands écologistes. Après tout, le secteur privé s'est surpassé dans ce domaine. Une enquête du Congrès sur les grandes compagnies pétrolières a donné lieu à un long rapport et à une annexe qui ont été publiés l'année dernière, y compris des courriels internes à l'entreprise montrant une mauvaise foi répétée et systémique sur le sujet du changement climatique. Les dirigeants d'ExxonMobil, par exemple, avaient publiquement engagé leur entreprise à respecter les objectifs de l'accord de Paris de 2015 visant à limiter l'augmentation de la température moyenne à la surface de la terre à 1,5° centigrade (2,7° Fahrenheit) par rapport à l'ère préindustrielle. Bien qu'une augmentation de 1,5 degré puisse sembler faible, il faut garder à l'esprit qu'en tant que moyenne mondiale, elle inclut les océans froids des hautes latitudes, les pôles Nord et Sud et l'Himalaya. Dans des climats déjà chauds comme l'Asie du Sud et le Moyen-Orient, cela signifie qu'au fil du temps, cela pourrait se traduire par une augmentation stupéfiante de 10 à 15 degrés qui pourrait rendre certains endroits littéralement invivables. Les scientifiques craignent que le dépassement de ce niveau ne plonge le système climatique mondial dans un chaos généralisé, produisant des méga-tempêtes, une élévation substantielle du niveau de la mer, des incendies de forêt ravageurs, ainsi qu'une chaleur et une sécheresse mortelles sur de grandes parties de la surface de la terre. Pourtant, malgré son engagement public en 2019, le PDG d'ExxonMobil, Darren Woods, a demandé à un groupe de pression de l'industrie pétrolière de supprimer une référence à l'accord de Paris sur le climat de 2015 dans le projet de déclaration sur le développement durable qu'il avait préparé. Cette mention, a déclaré Darren Woods : « pourrait créer un engagement potentiel à défendre les objectifs de l'accord de Paris. » Voilà pour les engagements des compagnies pétrolières ! De la même manière, en 2020, les diri-

geants de la société londonienne Shell PLC ont demandé à leurs employés chargés des relations publiques de souligner que le vœu de la société d'atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050 était « une ambition collective pour le monde, plutôt qu'un objectif ou une cible de Shell ». Comme l'a admis sans ambages un cadre de l'entreprise : « Shell n'a pas de projets immédiats pour passer à un portefeuille d'émissions nettes nulles sur notre horizon d'investissement de 10 à 20 ans. » (Et au cas où cela vous aurait échappé, les bénéfices des grandes entreprises du secteur des combustibles fossiles ont explosé ces dernières années). Le greenwashing des entreprises ne se limite pas non plus aux déclarations publiques des dirigeants des compagnies pétrolières. ExxonMobil a mené une campagne de publicité télévisée et en continu de plusieurs millions de dollars pour tenter de tromper les gens sur ce qu'elle fait. Dans un cas, elle a payé le New York Times pour qu'il diffuse une longue publicité présentée comme un article d'actualité, une procédure honteuse que le Times a acceptée. Des études montrent que la plupart des lecteurs ne voient pas les clauses de non-responsabilité indiquant que ces articles sont en fait des publicités payées. L'article s'intitulait : « Grand Plant Waste to Fuel a Sustainable Energy Future » (Les déchets des grandes usines pour alimenter un avenir énergétique durable). L'annonce était extrêmement trompeuse. Comme l'a expliqué Chris Wells, professeur agrégé d'études sur les médias émergents à la faculté de communication de l'université de Boston, à BU Today en février dernier : « Exxon fait beaucoup de publicité autour de ses investissements dans les biocarburants à base d'algues. Mais ces technologies ne sont pas encore viables, et il y a beaucoup de doutes sur le fait qu'elles le seront un jour. » En fait, environ un mois après l'interview de Wells, ExxonMobil a admis publiquement qu'elle s'était entièrement retirée de la recherche sur les biocarburants à base d'algues à la fin de l'année 2022, après avoir investi environ 29 millions de dollars par an pendant 12 ans. L'entreprise a toutefois dépensé des millions supplémentaires en publicité pour donner au public l'impression que cet investissement dérisoire l'emportait sur les efforts de plusieurs milliards de dollars déployés par l'entreprise pour mettre en circulation toujours plus de pétrole. Le groupe écologiste Client Earth note qu'ExxonMobil dépense entre 20 et 25 milliards de dollars par an pour trouver – oui, bien sûr ! – de nouveaux gisements de pétrole et s'engage à le faire au moins

jusqu'en 2025. L'entreprise a réalisé un bénéfice net de 55,7 milliards de dollars en 2022. En d'autres termes, elle consacre encore près de la moitié de ses bénéfices annuels à la recherche de nouveaux gisements de pétrole, alors qu'elle pourrait bien sûr les utiliser pour amorcer sa transition vers des formes d'énergie durables. Une telle inertie – pour le dire poliment – n'est manifestement pas judicieuse. Les ventes de nouveaux véhicules électriques aux États-Unis ont grimpé à environ un million rien que cette année, et les VE auront permis d'éviter l'utilisation de 1,8 million de barils de pétrole en 2023. Mieux encore, le coût des batteries de ces véhicules a chuté de 14 % et devrait continuer à baisser, ce qui garantit que les VE seront de plus en plus abordables au fil du temps. En outre, comme l'a récemment rapporté le New York Times, dans une grande partie du reste du monde, les véhicules électriques à deux ou trois roues commencent à donner du fil à retordre aux géants de l'industrie pétrolière. Dans les décennies à venir, l'inflexibilité d'ExxonMobil et son refus d'innover condamneront sans aucun doute l'entreprise, mais la question demeure : Dans la foulée, serons-nous tous également condamnés ?

Une campagne de marketing trompeuse de blanchiment écologique

Dans un autre monde, meilleur, les tribunaux pourraient punir les majors pétrolières pour leur greenwashing. Cette publicité mensongère publiée dans le New York Times n'est que l'une des pierres angulaires d'un vaste procès intenté à ExxonMobil par l'État du Massachusetts en 2019, qui a jusqu'à présent survécu aux contestations juridiques de l'entreprise. Comme l'explique le bureau du procureur général, Andrea Campbell, il « affirme que l'entreprise viole la loi du Massachusetts par le biais d'une campagne de marketing trompeuse d' »écoblanchiment qui présente de manière trompeuse Exxon comme un leader de la recherche de pointe sur les énergies propres et de l'action climatique [...] et [...] ses produits comme verts alors que l'entreprise augmente massivement sa production de combustibles fossiles et ne consacre qu'environ la moitié de 1 % de ses revenus au développement des énergies propres. » Campbell, un Afro-Américain né à Boston, est tout à fait conscient que le changement climatique est une question d'équité, puisque ses effets délétères seront d'abord ressentis plus fortement par les moins privilégiés. (Bien entendu, compte tenu de l'actuelle Cour suprême, n'en espérez pas trop sur ce point).

BAHREÏN

Émission de sukus d'une valeur de 2 milliards USD

Bahreïn a émis des sukus et des obligations conventionnelles pour une valeur de 2 Md USD. Plus précisément, l'émission consiste en un sukuk d'une valeur de 1 Md USD à 6 % sur 7 ans et des obligations d'une valeur de 1 Md USD à 7,5 % sur 12 ans. Le royaume a reçu des ordres d'une valeur supérieure à 14 Md USD. La dernière émission du royaume date d'août 2023, il avait alors levé 1 Md USD sur 10 ans. En présence du Ministre des Finances et de l'Economie Nationale, l'entreprise Zain lance la fintech Bede et l'application Bede. Bede Company fait partie du plan de transformation numérique de Zain et fournira de nouveaux services et solutions dans le domaine de la technologie financière. Zain a réalisé des bénéfices estimés à 5,8 millions de dinars bahreïnais en 2023 (15,4 M USD).

EMIRATS ARABES UNIS

AldarProperties déploiera 1,4Md USD supplémentaires

Le promoteur immobilier d'Abu Dhabi, AldarProperties, déploiera 1.4Md USD supplémentaires pour développer des actifs commerciaux tels que des tours de bureaux, des bâtiments commerciaux ou encore hôteliers dans la capitale émirienne.

AldarProperties a attribué un contrat estimé à 820M USD pour la construction du projet Saadiyat Lagoons à l'entrepreneur local InnovoBuild. Dans le cadre du troisième lot du développement, environ 975 villas seront construites d'ici fin 2026. En tout, 2700 unités résidentielles sont attendues dans le cadre de ce projet. La plus grande banque des EAU en termes d'actifs, First Abu Dhabi Bank, annonce une hausse de 22% de son bénéfice net en 2023, à 16,4Md AED (4,5Md USD). Cela correspond à une augmentation de 56% sur une base sous-jacente, si l'on exclut les gains provenant de la vente de participations dans des filiales. Le bénéfice net au T4 2023 est quant à lui en hausse de 63%

(yoy). Le groupe portuaire AD Ports a signé un accord de concession de 25 ans avec le Karachi Port Trust (KPT) du Pakistan pour le terminal de vrac et de marchandises générales du port de Karachi. AD Ports ayant déjà obtenu une concession pour plusieurs postes d'amarrage en juin 2023, cet accord vient étendre la présence du groupe sur le port pakistanais. Jusqu'à 75M USD seront investis au cours des deux premières années. Via sa filiale à 100% Noatum Group, le groupe AD Ports a finalisé l'acquisition de Sesé Auto Logistics en Espagne, dans le cadre d'une transaction évaluée à 88M USD. L'entreprise s'occupe de la logistique et du transport routier de véhicules légers et lourds, et opère dans

la plupart des pays européens. Abu Dhabi Catalyst Partners, une JV entre Mubadala Capital et Alpha Wave Global, a annoncé investir dans le Secondaries Fund IX d'Ardian. Le mandat d'ADCP est d'encourager les entreprises à s'installer ou à étendre leur présence à ADGM (le centre financier de l'émirat), en échange d'investissements. Blue Owl Capital va s'associer avec Lunate pour acheter des participations minoritaires dans des gestionnaires d'actifs de taille moyenne. Lunate devrait contribuer à hauteur d'environ 500 M USD alors que Blue Owl cherche à lever 2,5 Md USD. Pour mémoire, Lunate a été lancé en 2023 par le fonds souverain ADQ et Chimera Investment.

SELON L'ONU

Le Liban devrait renouer avec la croissance à partir de 2024

Dans son dernier rapport sur la situation économique mondiale et les attentes quant à l'année 2024, le département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UN DAES) a estimé que le PIB au Liban a enregistré une légère contraction de 0,2 % en 2023, alors qu'il avait connu une croissance nulle en 2022.

Le Liban a obtenu ce résultat « malgré la forte reprise du tourisme » et les importantes sommes envoyées par les émigrés libanais à leurs proches dans le pays qui ont contribué à « soutenir la consommation intérieure », relève l'organisation dans son rapport. A noter que dans sa version précédente, ce département s'attendait à ce que le Liban

enregistre une croissance de son PIB de 4,6 % en 2023. Le rapport indique que ce mauvais résultat est dû au fait que « le pays continue de souffrir d'un manque de services de base, de la détérioration des infrastructures, de la prévalence de plusieurs taux de change et de faiblesses institutionnelles ». Les prévisions de l'UN DAES sont

plus optimistes que celles publiées en décembre 2023 par la Banque mondiale. Dans sa dernière édition de son rapport semestriel sur l'économie libanaise, le Lebanon Economic Monitor, l'institution internationale avait indiqué tabler sur une croissance de 0,2 % en 2023 avant que la guerre à Gaza n'éclate.

TUNISIE

L'Italie octroie 9,4 millions \$ pour soutenir la production céréalière

En Tunisie, le blé constitue la base de l'alimentation des populations. En dehors de la sécheresse persistante qui affecte la récolte, la maîtrise des coûts de production est aussi un défi pour l'appareil productif.

En Tunisie, 4 collecteurs de céréales mandatés par l'Office des céréales ont signé le 12 février des contrats d'une valeur de 8,71 millions d'euros (9,4 millions \$) avec l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS). Il s'agit notamment du COSEM, de la SOSEM, du

Comptoir Multiservices Agricoles (CMA), et de la SSCC.

Cette enveloppe est prévue pour subventionner la culture de céréales au cours des campagnes agricoles de 2023/2024 et 2024/2025. Selon les informations relayées par l'Agence Tunis Afrique Presse (TAP), ces subventions seront distribuées par les collecteurs signataires à plus de 3 000 céréaliculteurs tunisiens, sous forme de remises sur les intrants, les services et le matériel agricole. L'ambition affichée est d'aider les petits exploitants agricoles

à réduire leurs coûts de production.

« Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une volonté de soutien financier direct aux producteurs, rendant les aides plus accessibles et contribuant au passage à la promotion d'une agriculture durable et résiliente face aux défis climatiques. Cela permettra non seulement une répartition efficace des ressources, mais aussi une facilitation de l'accès aux technologies et pratiques agricoles modernes », rapporte la même source.

Plus largement, ce nouveau coup de

pouce financier est assuré par l'Union européenne (UE) dans le cadre du programme « Appui au Développement durable dans le secteur de l'Agriculture et de la Pêche artisanale en Tunisie (ADAPT) » mis en œuvre sur la période 2020-2028. D'après les données de l'USDA, la production tunisienne de blé, principale céréale cultivée dans le pays, est attendue en baisse de 35 % à 800 000 tonnes en 2023/2024 alors que les besoins de consommation tournent autour de 3 millions de tonnes par an.

QATAR

Nakilat reçoit des contrats pour jusqu'à 25 nouveaux navires GNL de QatarEnergy

Nakilat, la compagnie de transport maritime d'hydrocarbures du Qatar, passe commande auprès de l'entreprise coréenne Hyundai Samho Heavy Industries (HSHI) pour la construction de six navires : deux dédiés aux au transport de gaz naturel liquéfié (GNL) et quatre au transport de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Les navires sont attendus en 2026 et 2027, ce qui portera la flotte de Nakilat à 71 navires GNL et huit navires GPL. La commande a été actée ce mardi 9 janvier, en présence des PDG des deux entreprises. Pour mémoire, en octobre 2023,

QatarEnergy signait également un accord avec HSHI d'une valeur de 3,9 Md USD pour la construction de 17 méthaniers. Ces achats font partie d'un programme de construction de méthaniers portant au total sur 80-100 navires. Les Etats-Unis deviennent le premier fournisseur mondial de GNL en 2023, devant l'Australie et le Qatar. Les États-Unis ont exporté 91,2 millions de tonnes de GNL en 2023, un record pour le pays, selon les données recueillies par Bloomberg jusqu'au 31 décembre. Le Qatar, premier fournisseur de GNL en 2022, est relégué à la 3e place

avec une contraction de 1,9% de ses exportations de GNL. L'Australie se classe deuxième, avec des exportations qui restent stables par rapport à 2022. 2024 devrait voir l'entrée en production de deux projets GNL aux États-Unis : l'installation de Plaquemines de Venture Global LNG en Louisiane et Golden Pass au Texas, une coentreprise entre Exxon Mobil et QatarEnergy. À pleine capacité, les deux projets résulteraient en 38 mtpa de GNL américain additionnels. Petronet LNG Ltd le plus grand acheteur indien de gaz naturel liquéfié, devrait renouveler son contrat

d'approvisionnement avec le Qatar d'ici la fin du mois de janvier, a déclaré un responsable indien mercredi. Le contrat de 25 ans entre Petronet et le Qatar, qui porte sur 7,5 millions de tonnes par an (mtpa) de GNL, doit être renouvelé cinq ans avant son expiration en 2028. Début février 2023, en marge de la conférence IndianEnergyWeek, le directeur général de Petronet, A.K. Singh, avait annoncé que la société chercherait à acquérir entre 0,75 et 1 mtpa de gaz naturel liquéfié (GNL) supplémentaire auprès du Qatar lors du renouvellement du contrat.

AFRIQUE

Les levées de fonds des start-up de la healthtech ont baissé de 2% en 2023, à 167 millions \$

Le secteur de la healthtech s'en sort mieux que l'ensemble de l'écosystème tech africain, grâce notamment à l'intérêt croissant des investisseurs pour les solutions de pharmacie en ligne et des dossiers médicaux électroniques.

Les levées de fonds des start-up africaines opérant dans le secteur de la santé (healthtech) ont enregistré une baisse de 2% en 2023 pour s'établir à 167 millions de dollars, selon un rapport par le cabinet de conseil SalientAdvisory. Intitulé « 2023 Roundup : Investments in AfricanHealthtech », le rapport précise que le secteur s'en sort ainsi mieux que l'ensemble de l'écosystème tech africain, qui a enregistré une baisse de 39 % des levées de fonds. Le nombre de transactions recensées sur le continent a augmenté de 17 % pour atteindre à 145 deals. La taille moyenne des transactions a cependant diminué de 15 %, pour s'établir à 1,1 million de dollars par deal. La répartition des levées de fonds par domaine d'activité montre que les investisseurs ont surtout misé sur les solutions de pharmacie en ligne, qui ont accaparé 38 % du total des financements récoltés par les start-up africaines du domaine de la santé durant l'année écoulée, soit 63 millions de dollars. La domination de ce segment découle principalement des levées de fonds en série B réalisées par les jeunes pousses kényanes Kasha (21 millions \$) et Mydawa (20 millions \$) et la start-up égyptienne Yodawy



(16 millions \$). Viennent ensuite les start-up spécialisées dans le développement des dossiers médicaux électroniques (32 millions \$) et les jeunes pousses actives dans le domaine de la logistique médicale (28 millions \$). La ventilation des financements par pays montre que Nigeria, le Kenya et l'Egypte ont accaparé 87 % de l'ensemble des levées de fonds répertoriées sur le continent, soit 146

millions de dollars. Le rapport sponsorisé par la Fondation Bill and Melinda Gates fait par ailleurs état d'une augmentation de plus de 2000 % des investissements dans les start-up de la healthtech dirigées par des femmes en Afrique. Ces investissements sont passés de 2 millions de dollars en 2022 à 52 millions de dollars en 2023, grâce notamment aux levées de fonds réalisées par Kasha, DawiClinics, Chefaa et MaishaMeds.

BURKINA FASO

La campagne 2024 de commercialisation d'anacarde débutera le 17 février

Le Burkina Faso est l'un des principaux fournisseurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest avec la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Guinée-Bissau et le Bénin. Depuis quelques années, les autorités affichent l'ambition de rehausser le niveau de la production. Au Burkina Faso, le coup d'envoi de la campagne de commercialisation 2024 sera donné le 17 février prochain à Bobo-Dioulasso. L'annonce a été faite sur le site

du Comité interprofessionnel de l'anacarde (CIAB). Cette nouvelle campagne se tiendra sous le thème « Pour une résilience accrue en milieu rural, engageons-nous pour la promotion de la filière anacarde ! ». Selon les informations relayées par les médias locaux, le principal défi pour l'appareil productif demeure l'insécurité. En effet, la situation sécuritaire délicate liée aux attaques terroristes entrave la collecte par les producteurs

des noix dans les vergers, ce qui a un impact sur le niveau de la récolte. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le gouvernement s'était fixé pour objectif d'atteindre une récolte de 200 000 tonnes de noix en 2024 contre une moyenne tournant autour de 100 000 tonnes au cours des années précédentes. Pour l'heure, les informations concernant le prix plancher du kilogramme d'anacarde et les prévisions de récolte ainsi que les

perspectives de récolte n'ont pas encore été révélées. Rappelons que l'année dernière, le prix bord champ fixé par les autorités pour le kilogramme de la noix a chuté de 9 % pour s'établir à 300 Fcfa (0,49 \$). Au Burkina Faso, la récolte de noix de cajou est réalisée sur une superficie de plus de 255 000 hectares, principalement répartie entre la région des Cascades, les Hauts Bassins, le Sud-Ouest et la région Centre-Ouest du pays.

EN 2023

Le continent africain a absorbé 2,48 millions de tonnes de riz en provenance de la Thaïlande

La Thaïlande est le deuxième exportateur mondial de riz derrière l'Inde. Pour le pays asiatique, l'Afrique représente un débouché stratégique grâce à sa consommation en pleine expansion. En 2023, les achats de riz thaïlandais par l'Afrique ont atteint 2,48 millions de tonnes. C'est ce qu'indiquent des données de l'Association nationale des exportateurs de la céréale consultées par l'Agence Ecofin. Il s'agit d'un volume en légère hausse de 6 % par rapport au stock de 2,33 millions de tonnes enregistré un an plus tôt. Sur le continent africain, le premier marché pour le riz thaïlandais est resté l'Afrique du Sud où 90 % du riz consommé est du riz étuvé. Dans le pays où la production est quasiment inexistante, les acquisitions de la céréale ont atteint environ 885 120 tonnes en 2023, soit plus de 12,6 % de plus que l'année précédente. La seconde destination pour le pays asiatique a été le Sénégal. Sur ce marché où les consommateurs préfèrent le riz brisé, les exportations thaïlandaises ont grimpé de 21 % à 282 367 tonnes. Derrière le pays de la Teranga, suivent le Cameroun (201 000 tonnes), le Mozambique (198 864 tonnes) et la Côte d'Ivoire (162 900 tonnes). Il faut noter que dans ce dernier pays, le volume de 2023 représentait plus que le triple des achats réalisés un an plus tôt. A côté de ce top 5 qui a compté pour près de 70 % du total des achats à l'échelle continentale, il faut également citer d'autres destinations comme le Bénin (139 206 tonnes), l'Angola (135 909 tonnes), l'Algérie (76 747 tonnes), le Zimbabwe (55 691 tonnes) et le Togo (52 568 tonnes). Plus globalement, en 2023, le continent africain a absorbé environ 28 % des ventes thaïlandaises qui ont atteint un total de 8,76 millions de tonnes.

ZAMBIE

Les aéroports enregistrent un record de trafic depuis 1989, avec 2 056 312 passagers en 2023

La Zambie a relancé fin 2021 son transporteur public Zambia Airways après 30 années d'inactivité. Un facteur à gros impact sur la dynamique de croissance actuelle du trafic aéroportuaire. En 2023, les aéroports zambiens ont enregistré 2 056 312 passagers contre 1 653 077 voyageurs en 2022, soit une progression de trafic d'environ 24%. Le flux de passagers internationaux a augmenté de 103%, et l'aéroport inter-

national Kenneth Kaunda, le plus important du pays, enregistre le taux de récupération après Covid-19 le plus élevé, soit 115%. Cette embellie correspond constitue un record historique depuis 1989 selon ZambiaAirports Corporation Limited, l'organisme d'État en charge de la gestion des aéroports. La performance est portée entre autres par la suppression complète des exigences anti-Covid-19 par le ministère de la Santé, de nom-

breux événements internationaux que le pays a accueillis ainsi que le lancement de plusieurs nouvelles lignes domestiques et internationales. « Le lancement des vols de Mozambique Airlines à destination de Lusaka et de Fly Safari à destination de Livingstone au départ de Johannesburg, ainsi que l'introduction de nouvelles routes par Zambia Airways et Prolight Zambia ont joué un rôle important dans l'augmentation du nombre de passagers »,

a expliqué Gillian Mazimba, DG par intérim de l'exploitant des aéroports. Les volumes de fret manutentionnés ont atteint quant à eux 18 053 tonnes, ce qui représente une croissance de 8,9% par rapport aux 16 570 tonnes enregistrées en 2022. Pour 2024, ZambiaAirports Corporation Limited a par ailleurs annoncé des performances encore meilleures, comptant entre autres sur la dynamique actuelle des secteurs du tourisme et du commerce.

WALL STREET EN CHUTE

Pire séance depuis un an pour le Dow Jones

Les indices ont réagi négativement à la publication de l'inflation aux États-Unis plus élevée que prévu en janvier. La Bourse de New York a mal digéré mardi une inflation aux États-Unis plus élevée que prévu, qui a atténué les espoirs de proches baisses de taux de la Fed. L'indice Dow Jones qui avait atteint un record la veille, a accusé sa plus forte baisse quotidienne depuis un an. Il a perdu 1,35% à 38.272,75 points. Le Nasdaq, dominé par la technologie, a cédé 1,80% à 15.655,60 points et le S&P 500 a lâché 1,37% à 4.953,17 points.

Les indices ont réagi négativement à la publication de l'inflation aux États-Unis plus élevée que prévu en janvier. L'indice des prix à la consommation (CPI) a progressé de 0,3%, plus qu'en décembre. Sur un an, la hausse des prix ralentit certes à 3,1% mais moins qu'espéré. L'inflation sous-jacente, sans l'énergie et l'alimentation, est tenace, restant à 3,9%. «Ces données qui montrent une réaccélération confortent l'opinion de la Fed selon laquelle les baisses de taux d'intérêt ne sont pas pour tout de suite», a commenté Rubeela Farooqi, économiste en chef pour HFE.

Baisse de l'inflation

Les taux obligataires se sont fortement tendus à l'annonce de ces chiffres, celui à dix ans grim pant à 4,30% contre 4,17% la veille, au plus haut depuis presque deux mois et demi. Les taux courts à deux ans ont bondi à 4,64% contre 4,47%. «Nous ne sommes pas du tout surpris de voir les rendements obligataires grimper après ces données» qui sont «une surprise désagréable», a re-

connu Ian Shepherdson de Pantheon Macroeconomics. Selon lui, cela «ne change toutefois pas la donne». L'analyste s'attend à une poursuite de la baisse de l'inflation avec une normalisation des loyers. Pour Maris Ogg de Tower Bridge Advisors également, les forts chiffres du CPI ne sont «qu'un incident le long du chemin». «Je pense que c'est juste un va-et-vient assez normal et qu'il n'y a pas le moindre doute que la Fed a fini d'augmenter les taux», a-t-elle ajouté. Alors que l'inflation pèse dans le débat de la campagne présidentielle qui débute, l'administration Biden, par la voix de la conseillère économique de la Maison-Blanche, Lael Brainard, a reproché aux marques de ne pas répercuter les baisses de prix.

Croissance plus soutenue que prévue

À la cote, Coca Cola, un des composants du Dow Jones, a été boudée (-0,59%) bien qu'ayant profité d'une augmentation de ses volumes et de ses prix pour afficher une croissance plus soutenue que prévu par le marché au

quatrième trimestre 2023. Le chiffre d'affaires a atteint 10,8 milliards de dollars, en hausse de 7% sur un an, et été supérieur aux attentes. Le bénéfice du géant des boissons gazeuses a néanmoins reculé (-3% par rapport à la même période de 2022), à cause d'effets de change défavorables. Les titres de la plateforme de commerce en ligne Shopify se sont écroulés de 13,40%. Si ses résultats trimestriels ont dépassé les attentes, les projections ont déçu. Parmi les entreprises annonçant leurs résultats après la clôture Airbnb redonnait le sourire aux traders.

Après avoir clôturé en baisse de 1,94%, l'action s'envolait de 8% dans les échanges électroniques. Le leader des meublés de tourisme a affiché de meilleures ventes que prévu pour 2023, malgré une perte trimestrielle due à une provision pour charge fiscale en Italie. Le groupe prévoit une croissance de 12% à 14% de son chiffre d'affaires en 2024. Lyft, le concurrent d'Uber dans la location de voitures avec chauffeur, était en lévitation (+28%) après la clôture à l'annonce de résultats dépassant les attentes et du projet d'atteindre l'équilibre opérationnel en 2024.

BOURSE DE TOKYO

En repli derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo reprenait son souffle mercredi dans la matinée après avoir atteint la veille un plus haut en 34 ans, assombrie comme Wall Street par la publication d'une inflation plus élevée que prévu en janvier aux États-Unis. L'indice vedette Nikkei lâchait 0,49% à 37.778,37 points vers 01h10 GMT et l'indice élargi Topix reculait de 1,04% à 2.584,90 points. Les principaux indices de la Bourse de New York ont reculé mardi, digérant mal l'indice des prix à la consommation aux États-Unis, qui a progressé de

0,3% en janvier, soit plus qu'en décembre, ce qui éloigne les perspectives d'une baisse prochaine des taux de la Fed et a tendu les taux obligataires. Le groupe pharmaceutique nippon Eisai perdait 1,7%. L'américain Biogen, avec qui Eisai développe le traitement anti-Alzheimer Lecanemab, a chuté de plus de 7% à Wall Street après avoir annoncé mardi que seuls 2.000 patients avaient été traités aux États-Unis où le médicament a été autorisé l'an dernier, faisant craindre une croissance plus lente que

prévue pour le groupe.

Timide remontée du yen

Après avoir chuté la veille face au dollar, le yen remontait légèrement, à raison d'un dollar pour 150,60 yens vers 01h10 GMT contre 150,80 yens mardi à 21h00 GMT. La monnaie européenne refluit à 161,26 yens contre 161,49 yens la veille, et un euro valait 1,0708 dollar contre 1,0709 dollar mardi. Le pétrole était en repli: vers 01h00 GMT le baril de WTI américain lâchait 0,21% à 77,71 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Février 2024

Valeur : 16 Février 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	134.6183	134.6333
1	EUR	EURO 	144.2031	144.2596
1	GBP	POUND STERLING 	169.1822	169.2011
100	JPY	JAPANESE YEN 	89.4890	89.5049
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.7118	18.7175
1	CHF	SWISS FRANC 	151.8194	151.9049
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	99.3493	99.3677
1	DKK	DANISH KRONE 	19.3381	19.3419
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.7436	12.7479
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.6458	12.6517
1	AED	UAE DIRHAM 	36.6478	36.6618
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.8925	35.9013
1	KWD	KUWAITI DINAR 	436.3640	436.9792
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.6011	43.0292
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.4041	13.4056
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.6822	27.8243
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.5445	3.5448
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.4970	178.4970

PARIS

En vert dans l'attente de divers indicateurs

La bourse de Paris gagne près de 0,3% ce matin, autour des 7650 points, bien aidée par Capgemini (+4,7%) et Thales (+2,3%). Hier le marché parisien a cédé 0,8%, pénalisé par les chiffres maussades de l'inflation aux États-Unis. Pour rappel, les prix à la consommation US ont progressé de 0,3% (contre +0,2% estimé) en janvier, soit 3,1% en rythme annuel (contre 3,4% le mois précédent). Pour Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet Asset Management, cette publication a constitué une bonne excuse pour que les investisseurs re-

prennent leur souffle et réalisent quelques prises de bénéfices après un début d'exercice boursier jusqu'ici très solide. 'Nous doutons toutefois que cela remette en cause la bonne dynamique des actions qui est en marche depuis le début de l'année', tempère l'analyste. 'Il faut s'abstenir de surinterpréter la statistique publiée hier', souligne-t-il. 'Le processus de désinflation est toujours bien amorcé de l'autre côté de l'Atlantique', rappelle le professionnel. Les chiffres publiés hier ont, en tout cas, provoqué une véritable douche froide sur le compartiment obligataire, où la dégradation s'est brutalement accélérée avec une envolée des rende-

ments. Après avoir franchi les 4,31%, les T-Bonds US à 10 ans se détendent très légèrement ce matin, autour des 4,29%, tandis que les Buns allemands de même échéance recule de 2,4 vers 2,36%. Plusieurs indicateurs économiques attendus aujourd'hui viendront tester l'état d'esprit des investisseurs. A 11h00 seront publiés une nouvelle estimation du PIB de la zone euro pour le quatrième trimestre, ainsi que les chiffres de la production industrielle dans la région. Contrairement à la rengaine entendue depuis plus d'un an, les investisseurs semblent apprécier

depuis quelques semaines les bonnes nouvelles ayant trait à l'économie, sans prêter attention à leurs potentiels effets sur la politique monétaire. 'Finalement, peu importe la réunion exacte, le pivot sera pour 2024', expliquent les équipes d'Apicil AM. 'Les opérateurs semblent opter pour le meilleur des deux mondes: une dynamique économique solide et une baisse des pressions inflationnistes', ajoute le gestionnaire d'actifs. Dans l'actualité des sociétés tricolores, M6 fait part de la décision de Nicolas de Tavernost de quitter ses fonctions de président du directoire avant le 22 août 2025, date à laquelle il at-

teindra l'âge limite, et de la désignation de David Larramendy comme successeur, à l'issue de l'AGM du 23 avril 2024. Capgemini publie au titre de l'année 2023 des hausses de 7% de son résultat net par du groupe, à 1,66 milliard d'euros, et de 8% de son résultat normalisé par action, à 12,44 euros, pour un taux de marge opérationnelle de 13,3%, en progression de 30 points de base. Air Liquide revendique su l'année 2023 un nouveau record en signant 62 nouvelles petites unités de production de gaz, installées directement sur les sites de ses clients, dans les domaines de l'industriel marchand et de l'électronique.

ETATS UNIS

Le groupe disney dépasse les attentes avec 2,15 milliards de dollars de bénéfice net trimestriel

Le groupe californien, qui vise la rentabilité pour Disney+ cette année, est aussi parvenu à réduire les pertes opérationnelles de ses plateformes de streaming à 138 millions de dollars, au lieu de 984 millions lors du même trimestre un an auparavant.

Disney a ravi le marché ce mercredi 7 février avec un bénéfice net trimestriel de 2,15 milliards de dollars, supérieur aux attentes, des pertes réduites dans le streaming et l'annonce d'une prise de participation chez Epic Games, l'éditeur de Fortnite. Le groupe californien a réalisé 23,55 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour la période d'octobre à décembre, le premier trimestre de son exercice décalé, un résultat quasi identique à celui d'il y a un an, d'après son communiqué de résultats. Mais l'entreprise, qui vise la rentabilité pour Disney+ en 2024, est parvenue à réduire les pertes opérationnelles de ses plateformes de streaming à 138 millions de dollars, au lieu de 984 millions il y a un an. La plateforme de streaming lancée fin 2019 a perdu 1,3 millions d'abonnés pendant la saison des fêtes, à cause des prix plus élevés, mais elle a constaté une augmentation du revenu moyen par utilisateur grâce à ces hausses de coûts. Elle compte désormais 111,3 millions d'abonnés, sans compter la version indienne, Disney+ Hotstar.



Un partenariat avec Epic Games

Bob Iger, le patron du groupe de Burbank, a assuré dans le communiqué que Disney avait "franchi un cap" et était entré dans une nouvelle ère où les priorités seront "la consolidation d'ESPN pour l'avenir, la

transformation du streaming en une activité de croissance rentable, la revitalisation de nos studios de cinéma et l'accélération de la croissance de nos parcs et de nos expériences". "Nous sommes également ravis de partager que nous entamons une relation passionnante avec Epic Games, en acquérant une petite participation et en lançant un nouvel univers de jeux et de divertissement révolutionnaire qui rassemble les marques bien-aimées de Disney et des franchises avec un Fortnite extrêmement populaire", a-t-il ajouté pendant la conférence téléphonique. Mardi, ESPN, filiale de Disney, Fox et Warner Bros Discovery ont annoncé le prochain lancement d'une nouvelle plateforme de streaming d'événements sportifs, un rapprochement majeur entre concurrents sur fond d'explosion du coût des droits de diffusion. Pour mettre sur pied cette nouvelle offre, qui ne sera disponible qu'aux États-Unis, les trois groupes de médias se sont mis d'accord pour créer une société commune, selon un communiqué conjoint.

LIMITANT LA CASSE EN FIN D'ANNÉE

CAPgemini a sans doute passé le plus dur aux États-Unis

L'entreprise de services numériques a publié ce mercredi ses résultats annuels marqués sans surprise par un violent coup de frein de la demande, surtout en Amérique du Nord, sur la fin de l'exercice. Les revenus se sont même repliés, mais le marché craignait pire. Et le groupe anticipe une année 2025 plus dynamique que 2024. Depuis plusieurs trimestres, Cap-

gemini subit, à l'instar d'autres groupes du secteur des services numériques, un tassement de la demande de la part de ses clients qui freinent leurs dépenses informatiques. La trajectoire de croissance du groupe dirigé par Aiman Ezzat l'illustre bien. En données comparables, la progression des revenus de la société est passée de 10% au premier trimestre à 4,7% au

deuxième trimestre puis 2% au troisième. Le marché s'attendait d'ailleurs à ce que le quatrième trimestre bascule assez nettement dans le rouge, le consensus anticipant un repli de 1,3% des revenus en données comparables, selon Stifel. Finalement, Capgemini a bel et bien accusé une baisse de ses revenus sur les trois derniers

mois de 2023. Mais l'ampleur a été moins prononcée que celle redoutée par les bureaux d'études, avec une baisse de 0,9% en données comparables. Ce qui permet d'ailleurs au groupe d'enregistrer une croissance de 3,9% en données comparables sur l'ensemble de 2023 et de 4,4% à taux de changes constants.

UNE PREMIÈRE DEPUIS SON ENTRÉE EN BOURSE

Uber est bénéficiaire en 2023

La plateforme de réservation de véhicules avec chauffeur affiche des comptes annuels dans le vert pour la première fois depuis son introduction en Bourse en mai 2019. La plateforme de réservation de véhicules avec chauffeur (VTC) et de livraisons de repas Uber a annoncé mercredi 7 février un bénéfice net annuel pour la première fois depuis son entrée en Bourse en 2019. Le groupe américain a dégagé un bénéfice net de 1,9 milliard de dollars en 2023, contre une perte de 9,1 milliards de dollars en 2022, selon un commu-

niqué. Cette année-là, la société avait été pénalisée par une dévaluation de ses actifs de l'ordre de 7 milliards de dollars. Pour l'ensemble de 2023, Uber a engrangé 37,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit une hausse de 17% et davantage qu'attendu par Wall Street. Sur le seul quatrième trimestre, la société californienne a publié un bénéfice net de 1,4 milliard de dollars (+140%), dont 1 milliard est lié à la réévaluation à la hausse d'investissements en actions. 150 millions d'utilisateurs actifs mensuels

"2023 a été un point d'inflexion pour Uber, prouvant que nous pouvons continuer à générer une croissance forte et rentable à grande échelle", a salué Dara Khosrowshahi, PDG d'Uber, cité dans le communiqué. "Notre audience est plus large et plus engagée que jamais, notre plateforme alimentant en moyenne près de 26 millions de déplacements quotidiens l'année dernière". Le montant total des réservations faites depuis l'application a atteint 37,6 milliards de dollars au quatrième trimestre (+22% sur un an).

La branche "Mobilité" (réservation de voitures avec chauffeur, qui représente l'essentiel des revenus) a été particulièrement porteuse (+29%). La branche "Livraison" (livraison de repas à domicile via l'application Uber Eats) a également été bien orientée (+19%). Les activités de fret, moins importantes, ont à l'inverse reculé de 17% sur la période, en raison d'un environnement difficile pour le secteur, explique le groupe dans son communiqué. Fin 2023, Uber comptait 150 millions d'utilisateurs actifs mensuels, en progression de 15% par rapport à fin 2022

ESPAGNE

Les agriculteurs en colère poursuivent leurs manifestations

La mobilisation vise "la concurrence déloyale" des produits importés depuis des pays "qui ne respectent pas les normes européennes", la lourdeur de la bureaucratie, la complexité des normes de Bruxelles et les prix trop bas auxquels ils doivent vendre leur production. Une semaine après le début de leur mouvement, les agriculteurs espagnols ont poursuivi mardi leurs mobilisations, notamment en Catalogne (nord-est), bloquant avec leurs tracteurs plusieurs routes et infrastructures pour protester contre les difficultés du secteur. Venus de divers endroits de Catalogne, plusieurs centaines de tracteurs se sont réunis sans incident devant l'un des accès au port de Tarragone, à 100 km au sud de Barcelone. Selon un responsable de l'Autorité portuaire cité par la presse espagnole, ce blocage a provoqué une chute de 83% du trafic de camions entrant dans le port ou en sortant. Circulation bloquée Plus au nord, près de la frontière avec la France, des manifestants ont bloqué une portion de l'autoroute AP-7 au niveau de Pontós, près de Gérone, à quelques km du poste-frontière de La Jonquera, avec des tracteurs et des barricades, brûlant de la végétation sur la voie, ont rapporté les médias locaux. En fin de journée, la "saturation de la circulation" était telle côté français que la préfecture du département des Pyrénées-Orientales a annoncé la fermeture de l'autoroute A9 "jusqu'à nouvel ordre aux poids lourds".

SKODA OCTAVIA ET OCTAVIA COMBI 2024 Un coup de frais bienvenu



Les Skoda Octavia et Octavia Combi bénéficient de quelques retouches légères à l'extérieur et d'un habitacle profondément revu à l'intérieur. Dans le sillage de la Volkswagen Golf mise à jour, la Skoda Octavia, techniquement très proche, fait l'objet d'un lifting. On la reconnaît d'abord à ses nouveaux phares, qui forment désormais une seule unité avec la calandre affinée. En option, la nouvelle Octavia est dotée d'un éclairage matriciel à LED de deuxième génération. Les pare-chocs et les feux arrière bénéficient également d'un design plus tendu, tandis que les badges 2D utilisés véhiculent l'identité visuelle contemporaine de Skoda. La Skoda Octavia reste proposée en version cinq portes et dans sa variante break baptisée Octavia Combi. Celle-ci dispose d'un volume de coffre de 640 litres ; lorsque les sièges arrière sont rabattus, le volume de chargement passe à 1700 litres. Pour mieux utiliser le compartiment à bagages, l'Octavia Combi peut être équipée en option d'un écran de protection rétractable. Une autre nouveauté concerne le compartiment de rangement au niveau la banquette arrière pour, par exemple, une bouteille d'eau ou un smartphone.

ChatGTP

À l'intérieur de la nouvelle Skoda Octavia, la filiale tchèque de VW jongle avec des termes modernes tels que "ChatGTP" et "Sustainable". L'intelligence artificielle sera introduite ultérieurement pour que l'assistante vocale Laura puisse améliorer ses réponses au fur et à mesure. En attendant, l'habitacle rafraîchi s'habille en grande partie de matériaux de finition durables. Le grattoir à glace logé dans le couvercle du réservoir et le parapluie caché dans la portière sont également durables. Le système d'infodivertissement est doté de l'interface de dernière génération de VW. L'écran tactile mesure 10 pouces de série, mais un écran de 13 pouces est proposé en option. Skoda améliore également l'accès sans clé, fournit des ports USB-C supplémentaires et monte d'office la climatisation électronique Climatronic à deux zones . Autres nouveautés : le système de surveillance de l'attention et de la somnolence, l'aide au stationnement intelligente et l'aide au stationnement à distance.

Pas de PHEV, uniquement en essence et Diesel

Le constructeur a revu son offre de motorisations. Le 1.0 TSI disparaît de la gamme de la Skoda Octavia qui débute donc avec le 1.5 TSI 115. Ce dernier laisse le choix entre une boîte manuelle à six vitesses et la boîte robotisée DSG à sept vitesses. La gamme essence comprend également le 1.5 TSI 150, légèrement plus péchu, et le 2.0 TSI 204, plus vigoureux encore, qui associe la boîte DSG à la transmission intégrale. Il n'est plus question d'hybride rechargeable, car la nouvelle Skoda Octavia n'a pas de variantes PHEV. Par contre, les moteurs Diesel restent au catalogue : vous avez le choix entre une spécification de 115 ch et une autre de 150 ch du 2.0 TDI familial. Le Diesel de base est associé à une boîte de vitesses manuelle ; la variante la plus puissante étant d'office couplée à la boîte de vitesses DSG pour changer les rapports. Une cavalerie qui transite par les seules roues avant via une boîte robotisée à double embrayage à sept rapports. La motricité est assurée grâce à un différentiel à glissement limité contrôlé électroniquement.

NISSAN JUKE 2024 Pourquoi un si petit restylage pour le petit SUV ?

Le Nissan Juke figure parmi les petits SUV ayant le plus de personnalité. Pour son restylage de mi-carrière, la seconde génération de Juke ne change pas de tête. La planche de bord redessinée constitue le principal changement du petit SUV de Nissan

Plus d'1,3 millions d'exemplaires en un peu plus de dix ans. Dit autrement, cela signifie que pour Nissan, le Juke est un best-seller et...une récompense.

Juke : un best-seller pour Nissan

En effet, lorsque le constructeur japonais lance son SUV urbain, la catégorie n'existe pas encore vraiment avec des rares propositions qui tiennent davantage du 4x4 baroudeur de poche. Nissan tente donc un pari et le double en osant en plus un design vraiment singulier. Phares en forme d'yeux globuleux lui donnant des airs de grenouille, hayon incliné façon SUV coupé, le Juke interpelle et séduit autant qu'il divise. Si le constructeur japonais a un peu assagi le coup de crayon pour la deuxième génération lancée en 2019, le Juke n'a pas été affadi pour autant. Dans la catégorie, son style fort lui permet de figurer parmi les plus forts en gueule aux côtés des Hyundai Kona et autres Opel Mokka. Du coup au moment de restyler son petit SUV star Nissan a fait un choix aussi radical qu'audacieux...

Pourquoi changer pour changer ?

Regardez bien. Prenez votre temps. Vous pouvez même avec notre visionneuse, passer de la première mouture à celle restylée du Nissan Juke. Alors ? Vous ne voyez pas la différence ? Inutile de vous précipiter chez votre ophtalmo, c'est normal : il n'y a aucun changement ! Aussi gonflé que cela puisse paraître, Nissan a en effet décidé de ne rien toucher à l'extérieur pour le restylage de son Juke. Autant dire donc que la grenouille japonaise suscitera toujours le débat. La seule nouveauté à se mettre sous la rétine tient à l'apparition d'une finiton N-Sport qui s'accompagne de discrets inserts laqués noirs placés à la base du bouclier avant avec des jantes de 19 pouces lesquelles sont, comme souvent avec les grandes roues, bonnes pour le style mais moins pour le confort.

Un Land Rover Defender aussi puissant qu'une Ferrari SF 90 Stradale !

Voici le Scarbo Vintage SV Rover, un baroudeur plus qu'atypique. Son châssis large et haut perché recèle une mécanique de plus de 1 000 ch. Soit tout autant qu'une Ferrari SF90 !

Existe en V8 turbo comme en 100% électrique

Le Scarbo Vintage SV Rover est disponible en version thermique avec un moteur V8 suralimenté fort de 1 100 ch. Afin de garantir une autonomie confortable dans le désert où ce baroudeur n'aura jamais la frugalité d'un chameau, un réservoir d'essence de 246 litres fait partie du lot. Une variante 100% électrique est aussi au programme avec une puissance de 1 020 ch et une batterie de 75 kWh. Dans les deux

cas, il faudra tabler sur une facture proche de 1,4 million d'euros. Il s'agit du troisième modèle de Scarbo Vintage, les deux premiers étant les SV F1 et SV RSR. Chaque réalisation étant une œuvre unique et sur-mesure. Ce baroudeur hors-normes n'a peur d'aucun obstacle, sa suspension dispose d'un débattement de

76 cm. Il évolue au besoin en deux ou en quatre roues motrices avec une boîte de transfert et des différentiels verrouillables à l'avant comme à l'arrière.

Inspiré par l'Hoonipigasus de Ken Block

C'est l'entreprise qui a conçu l'«



Des surprises à l'intérieur

Normalement, à l'image des récents restylages des Peugeot 208 et 2008, les constructeurs font plus d'effort dehors que dedans. Nissan a décidé de faire l'inverse pour son Juke. En effet, si rien ne bouge côté bouille, c'est le grand chambardement à bord. Sans être intégralement revu, le nouvel aménagement de la planche de bord donne l'impression d'avoir affaire à une nouvelle voiture. Pièce maîtresse créant l'effet nouveauté, l'écran central tactile multimédia taille plus grand qu'avant (12,3 pouces contre 8), adopte la dernière interface multimédia maison (avec un affichage de la navigation un peu vieillot tout de même) et change de position. Afin de suggérer un effet cockpit, l'écran est en effet orienté vers le conducteur. Ce dernier dispose aussi désormais d'un écran en guise de compteur, rôle auparavant assuré par de bonnes vieilles aiguilles. Enfin, le Juke propose désormais les connexions Android Auto/Apple CarPlay sans fil et on peut aussi recharger son précieux sans câble avec un chargeur par induction placé au pied de la console centrale.

Sous le capot, le statu-quo

Suffisante et complète : voici le bilan du Juke côté offre mécanique. En effet, aux côtés du trois cylindres turbo 1.0 de base essence des débuts et disponible au choix avec une boîte mécanique ou automatique, s'est ajoutée un atout de taille en 2022 avec une motorisation hybride. Si Nissan la joue perso pour ses Qashqai et X-Trail, il s'agit en revanche ici d'une mécanique Renault, celle que l'on retrouve sous les capots des Clio, Captur et Arkana dont la particularité est de disposer d'une originale boîte mariant rapports thermiques (4) et électriques (2). Comme chez les françaises, cette motorisation fait merveille sous le capot du Juke permettant de profiter d'une belle sobriété.

Disponible à partir...de maintenant

Si parfois il faut attendre un certain temps avant de voir un modèle restylé débarquer au catalogue, ce n'est pas le cas ici. Disponible à la commande dès aujourd'hui, le Nissan Juke restylé ne va pas faire attendre ses fans. Et si vous faites parti du groupe des antis, sachez que vous risquez de le croiser dans la rue à partir du mois de juin.

Hoonipigasus » du regretté Ken Block qui est à la manœuvre. Elle a chaussé sa bête de roues forgées de 20 pouces enrobées de pneumatiques de 40 pouces qui entrent à peine sous les ailes copieusement élargies. La suspension pneumatique permet de toujours rouler à la bonne hauteur de caisse avec un certain confort lors d'une évolution sur bitume. Les quatre roues sont aussi directrices. Pour stopper efficacement l'engin, les disques de freins en carbone-céramique de 400 mm sont pincés par des étriers Brembo à six pistons. A bord du Scarbo Vintage SV Rover, oubliez toute dimension familiale, l'auto ne s'apprécie qu'en duo dans un écrin où se mêlent Alcantara et aluminium usiné. L'instrumentation repose sur une dalle de 12,3 pouces de diagonale et l'interface multimédia sur un écran central de 12,8 pouces. L'arrière du véhicule étant réservé au compartiment à bagages.

VOUS PASSEZ BEAUCOUP TROP DE TEMPS DERRIÈRE
UN ÉCRAN OU LA TV ?

La «démence numérique» vous guette !

La « démence numérique » désigne la détérioration des capacités cognitives résultant de la surutilisation des technologies numériques. En clair, plus nous utilisons nos écrans au quotidien, moins nous mettons notre mémoire à l'épreuve.

Dévoilée en 2012 par le neuroscientifique et psychiatre allemand Manfred Spitzer, la notion de démence numérique renvoie à la diminution des facultés cognitives, comprenant la mémoire, l'attention, la concentration, et la compétence à résoudre des problèmes. Cette dégradation peut résulter d'une utilisation excessive des technologies numériques, en particulier chez les jeunes, comme les ordinateurs, les smartphones, les tablettes, et d'autres dispositifs électroniques.

La démence numérique, kézako ?

Si le terme peut faire peur et penser aux maladies neurodégénératives telle que la maladie d'Alzheimer, de nombreuses études, dont celle relayée par The Lancet Child and Adolescent Health, démontrent par exemple que les enfants de 8 à 11 ans qui passent plus de 2 heures par jour devant un écran, comme le smartphone donné de plus en plus jeune, souffrent de retard cognitif. Faire appel à son GPS pour retrouver son chemin, ouvrir son répertoire téléphonique pour appeler un proche ou questionner Google pour résoudre un problème plutôt que de faire appel à notre mémoire ou activer notre cerveau peut, à terme, altérer nos capacités cognitives.

La démence numérique existe-t-elle vraiment ?

Si, à l'heure où nous écrivons ces lignes, la démence numérique n'est qu'un concept ne pouvant donc ni résulter d'un diagnostic médical ni être quantifié, elle questionne de nombreux experts et fait l'objet de recherches. En 2022, les résultats d'une étude sur le



risque global de démence lié à l'utilisation de la télévision ou de l'ordinateur ont démontré un risque modéré à accru de démence. Au terme d'une autre étude, en 2023, des chercheurs ont démontré que l'utilisation excessive d'écrans nuisait au fonctionnement exécutif et à la mémoire de travail des adolescents. Enfin, en 2023, une dernière analyse a révélé que plus de 4 heures d'écran par jour augmentaient le risque de démence, toutes causes confondues chez les participants.

Comment détecter et prévenir la démence numérique ?

Malgré l'absence de diagnostic, certains experts s'accordent à établir une liste de symp-

tômes qui peuvent alerter les sujets suite à un temps d'écran prolongé sur les réseaux sociaux par exemple, tels que la perte de mémoire à court et long terme, la difficulté à effectuer plus d'une tâche à la fois, ou encore des troubles de l'humeur, la concentration ou du sommeil. Et s'il nous est bien difficile, aujourd'hui, de nous passer de la technologie embarquée dans nos écrans, une utilisation plus raisonnée est tout à fait possible, pour prévenir la démence numérique, comme par exemple limiter l'affichage des notifications, réduire le scrolling, duper l'ennui en préférant un bon bouquin à une série sur Netflix et n'augmenter qu'une seule chose : votre temps de déconnexion aux écrans !

La F1 est de retour et le prix du volant Thrustmaster (Xbox) chute drastiquement

Pour profiter des meilleures sensations sur vos jeux de course, ce volant gamer est tout simplement incontournable. Le Thrustmaster T248 est un volant pour les gamers qui nous a particulièrement séduits lors de notre test.



complet. C'est aujourd'hui la bonne journée pour en profiter au meilleur prix grâce à Amazon, qui vous propose ce produit à un prix de 229,99 €, soit une réduction notable de 34 % sur son prix habituel.

Un volant gamer parfait pour les joueurs Xbox et PC

Le Thrustmaster T248 est un volant complet compatible avec les dernières Xbox Series S et Series X, ainsi que les plus anciennes Xbox One, sans oublier les PC sous Windows. Il est compatible avec la grande majorité des jeux. Le volant propose un design premium avec une finition cuir sur la partie extérieure. Sur l'avant, on retrouve pas moins de 25 boutons d'action (deux fois plus que la précédente génération de volant) dont les touches de commande bien connues des utilisateurs de manettes Xbox, ainsi que différents boutons pour accéder à l'ensemble des menus proposés par le jeu. Un affichage dynamique sur le haut du volant donne également quelques informations lors de la course pour une réactivité hors pair. Le volant propose un retour de force dynamique, avec un réglage du niveau de retour de force à la volée. Trois modes différents sont proposés par l'appareil et sélectionnables en fonction de vos besoins et de votre profil de conduite. Vous pouvez ainsi opter pour un retour de force fidèle au jeu, adapté aux dérapages ou boosté afin d'anticiper les effets de course et obtenir une conduite plus précise et nerveuse. Avec son nouveau système Hybrid Drive, le Thrustmaster T248 propose une puissance jusqu'à 70 % supérieure par rapport aux précédents modèles mise en vente par la marque. Dans la boîte du Thrustmaster T248, vous retrouverez également un pédalier avec trois pédales réalisées en acier pour plus de résistance, jusqu'à 200 kg de résistance à la charge. Les palettes sont à 100 % magnétiques et disposent de neuf niveaux de pression, à régler selon la configuration et le setup de jeu, et toujours pour accentuer le réalisme et obtenir encore plus de précision lors de votre conduite.

Patch Tuesday février 2024 : Microsoft comble 73 failles dont 2 zero day

Pour son édition de février 2024, le Patch Tuesday corrige 73 vulnérabilités dont deux sont de type zero day. Celles-ci font l'objet d'une exploitation active. Montée en puissance sur le front des bulletins mensuels de sécurité pour Microsoft. Après un mois de janvier relativement contenu (49 failles corrigées), le Patch Tuesday de février prend de l'embonpoint avec 73 brèches colmatées. 5 sont considérées comme critiques, 65 comme importantes et 3 comme modérées. Les équipes IT devront en priorité s'occuper de deux failles zero day qui sont activement exploitées. La première est la CVE-2024-21351, qui donne à un attaquant la capacité d'injecter du code dans SmartScreen et d'obtenir l'exécution du code, ce qui pourrait potentiellement conduire à une exposition des données, un manque de disponibilité du système, ou les deux. Pour que l'attaque de contournement des

protections de SmartScreen, le cybercriminel doit envoyer à l'utilisateur un fichier malveillant et le convaincre de l'ouvrir. L'autre est la CVE-2024-21412 et provoque un contournement de la fonctionnalité de sécurité (mark of the web) des fichiers de raccourcis Internet. « Un attaquant non authentifié pourrait envoyer à l'utilisateur ciblé un fichier spécialement conçu pour contourner les contrôles de sécurité affichés », précise la firme de Redmond. Elle ajoute comme dans l'autre zero day que le cybercriminel doit envoyer à l'utilisateur un fichier malveillant et le convaincre de l'ouvrir. Peter Girus (gothburz) de la Zero Day Initiative de Trend Micro, qui a découvert la faille, a publié un rapport sur la manière dont elle a été activement exploitée par le groupe APT DarkCasino (Water Hydra) dans le cadre d'une campagne ciblant les traders financiers. Microsoft affirme que d'autres chercheurs ont découvert

la faille indépendamment, notamment dwbzn d'Aura Information Security et Dima Lenz et Vlad Stolyarov du Threat Analysis Group de Google. En dehors des deux failles zero day, les administrateurs systèmes auront une vigilance particulière pour les 5 failles critiques référencées par le Patch Tuesday. C'est le cas notamment de la CVE-2024-21410 affichant un score de sévérité de 9.8. La brèche entraîne une élévation de privilège dans Exchange Server. L'exploitation de cette vulnérabilité pourrait entraîner la divulgation du hachage Net-New Technology LAN Manager (NTLM) version 2 d'un utilisateur ciblé, qui pourrait être retransmis à un serveur Exchange vulnérable dans le cadre d'un relais NTLM ou d'une attaque de type « pass-the-hash ». L'attaquant pourrait alors s'authentifier en tant que l'utilisateur ciblé. Enfin, La mise à jour de sécurité résout également 15 failles RCE

dans le fournisseur Microsoft WDAC OLE DB pour SQL Server qu'un attaquant pourrait exploiter en trompant un utilisateur authentifié pour tenter de se connecter à un serveur SQL malveillant via OLEDB. Le patch est complété par un correctif pour CVE-2023-50387 (score CVSS : 7.5), un défaut de conception vieux de 24 ans dans la spécification DNSSEC qui peut être exploité pour épuiser les ressources du processeur et bloquer les résolveurs DNS, ce qui entraîne un déni de service (DoS). La vulnérabilité a été baptisée KeyTrap par le Centre national de recherche en cybersécurité appliquée (ATHENE) de Darmstadt. « Les chercheurs ont démontré qu'avec un seul paquet DNS, l'attaque peut épuiser le processeur et bloquer toutes les implémentations DNS largement utilisées et les fournisseurs DNS publics, tels que Google Public DNS et Cloudflare », ont déclaré les chercheurs.

Mots fléchés

Ablation	↓	Haut de gamme	↓	Entité politique	↓	Esquimau	↓	Petit saint	↓	Habitant d'Elée	↓	Qui peut voler	↓	Beau parleur
Coup de bol		Démontrée						Crainte				Note du chef		
	→		↓						↓				→	
Praséodyme	→			À moi	Avant de navire	Base de calcul	→		Sacré dormeur	→				
Régulier						Fait la bête			Ultra-violet					
	→			↓	↓		↓			↓		Sous sol	→	
												Caraco		
Période sombre	→					Manière de cuire	→						↓	
Peu ou prou														Abrasif
	→													↓
							Ville des cariocas		Voiture du peuple	→				
Victoire de Napoléon	→								L'UE d'avant					
Balle intouchable						En rapport avec les reptiles	Tenir caché	→		↓				
	→						Ex-Allemagne							
			Exactitude	→		↓	↓				Pharaon		Améliorés	
			Fleuve côtier											
Morceau de pièce		Outils de jardinier	→										↓	
		Agacer												
	→		↓											
				Pascal en court	→			Balancés		Ventilé		C'est nickel	→	
				Traque les rats										
Tempéré	→			↓						↓				
On y fait la poule							Pas laid	→				Lettres de France	→	
	→													
			Créature	→					Gaine	→				Île de France
			Comité d'entreprise						Plusieurs tiers					
Porte voix	→		↓				S'amusera	→		↓		Chrome	→	
												Élu		
De l'intestin	→						Poignée de porte	→					↓	
Autrement beau							Lésion cutanée							
	→						↓							
			Vêtements romains	→						22ème grecque	→			Héros de Spielberg
										Contrôle technique				
Opérateur téléphonique	Imposés	→						Bidule	→	↓				
	Grisbi							Prince troyen						
	↓													
			Argile	→				Soutien de mur	→	↓			Ancienne radio	
			Court					Dans le vent						
Exprimera		Les dents de la mer	→	↓							Maladie d'amour	→		Devant l'année
		Dieu d'Egypte												↓
	→													
					Boîte à cendres	→				Miroir des pontois-siens	→			
Brisée	→							Espion farfelu	→			Un syndicat	→	

L'Afrique subsaharienne a besoin de 100 milliards \$ par an pour atteindre l'objectif fixé par la COP28

Selon le rapport de Climate Analytics, les 49 pays d'Afrique subsaharienne doivent ajouter un total de 260 gigawatts de capacités renouvelables d'ici 2030, contre 2900 gigawatts pour les 38 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les investissements dans les énergies renouvelables et l'expansion du réseau électrique en Afrique subsaharienne doivent passer de 20 milliards de dollars en 2023 à 100 milliards de dollars par an, d'ici 2030, pour respecter l'engagement pris par les différents pays du monde de porter les capacités planétaires d'énergies renouvelables à 11 500 gigawatts (GW) à la fin de la décennie en cours. C'est ce qu'indique un rapport publié le mardi 13 février 2024 par Climate Analytics, un institut de science et de politique climatique basé à Berlin en Allemagne.



JUSTICE

L'ex ministre Diafat condamné à 5 ans de prison ferme

Le pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a prononcé, mercredi, une peine de 5 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un (1) million de dinars à l'encontre de l'ex-ministre délégué, poursuivi pour des accusations liées à la dilapidation de l'argent public, trafic d'influence et enrichissement illicite. Le pôle a également ordonné la confiscation de tous ses biens fonciers et mobiliers, avec obligation pour ses 4 sociétés de verser une compensation estimée entre 7 millions de Da et 600.000 DA, au profit de la Société algérienne de réalisation d'équipements et d'infrastructures métalliques « ALRIM », de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), du Fonds de garantie des crédits et du Trésor public. Le Tribunal a également condamné 16 accusés dans la même affaire, dont des membres de la famille de Nassim Diafat, et l'ancien directeur général de la société ALRIM, à des peines allant entre 5 ans de prison ferme et un an avec sursis, tandis que 21 autres accusés ont été relaxés. Selon l'arrêt de renvoi, Nassim Diafat a été placé en détention provisoire, ayant été poursuivi pour des accusations liées, entre autres, à la dilapidation de l'argent public et au trafic d'influence, en vue de permettre à des membres de sa famille de bénéficier d'avantages, notamment dans la société ALRIM.

MDN

Deux terroristes se rendent et un autre capturé en 6^e région militaire

Deux terroristes, qui activaient dans la région du Sahel, se sont rendus et un autre a été capturé en 6^e région militaire, indique un bilan opérationnel des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire, durant la période du 07 au 13 février, rendu public, mercredi, par le ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont exécuté, durant la période du 07 au 13 février 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national », précise la source. Dans le cadre de « la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des unités de l'Armée Nationale Populaire, les terroristes dénommés «A.Tahar» et «T. Sid Ahmed», se sont rendus aux autorités militaires en 6^e Région Militaire, en leur possession (02) pistolets mitrailleurs de type Kalach-



nikov et une quantité de munitions, tandis que le terroriste dénommé «K. Ahmed» a été capturé au niveau de la même Région Militaire. Lesdits terroristes activaient dans des groupes terroristes au Sahel »,

souligne la même source. Dans le même contexte, « des détachements ont arrêté (22) éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national».

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

D'une année à l'autre, les vulnérabilités persistent

L'année 2024 sera une année charnière pour les réformes économiques tant le contexte économique national et international exige de mettre l'économie nationale sur les rails de la croissance hors hydrocarbures. La conjoncture internationale est dominée par un contexte très conflictuel et une géopolitique en mutation.

L'année 2023 a été la première année de retour à la situation d'avant Covid (2019). Mettre le cap sur les réformes économiques devrait être le mot d'ordre à tous les niveaux du système de décision. Les réformes ont un coût (à court terme) mais aussi et surtout un bénéfice (à moyen et long terme). C'est cet arbitrage temporel qui doit être pris en charge au plan politique et communicationnel. Beaucoup de réformes ont été lancées, mais elles n'ont pas atteint un niveau de maturité et un stade d'irréversibilité. C'est pourquoi, il faut les consolider et les amarrer aux grandes questions de développement.

Au plan économique, les conditions à minima sont réunies pour soutenir les réformes en cours et en engager d'autres de consolidations. Le positionnement sur les chaînes de valeur mondiales doit se préparer maintenant. Les nouveaux acteurs de l'économie mondiale (Inde, Afrique, Philippines, Vietnam, Malaisie, Indonésie,..., Europe de l'Est, Amérique latine,...) sont aussi performants que les anciens acteurs et en plus bénéficiant de l'avantage d'une population jeune, souvent de matières premières et de grands partenaires mondiaux. L'Algérie a tous les atouts pour réussir un saut qualitatif de son économie. Cependant, les atouts de l'Algérie se présentent encore sous la forme de « Rente » : Une position géographique privilégiée, face à l'Europe vieillissante ; du gaz à volonté ; du soleil à profusion ; une jeunesse dynamique et ambitieuse qui ne cherche que la perspective d'un horizon d'espoir et de réalisation de soi.

La situation économique est acceptable, mais demeure caractérisée par des vulnérabilités structurelles

liées à la forte concentration de notre économie sur les hydrocarbures.

● « Au premier semestre de l'année 2023, la position extérieure de l'Algérie enregistrait un solde positif de 6,1 milliards US\$ contre 5.1 au 1^{er} semestre 2022 et 45,3 milliards à US\$ à fin 2021, les réserves de changes se sont élevées à fin décembre 2022 à 60.39 milliards US\$, à 68.03 à fin juin 2023, soit 13.4 mois d'importation. Elles pourraient atteindre, à fin 2023, 85 milliards de dollars. »

Bien qu'enregistrant une baisse de 42%, le solde de la balance commerciale reste positif. L'année 2023 s'est clôturée avec un prix moyen du Baril de 82.5 US\$, ce qui laisse présager d'un excédent commercial, certes moins important que celui de 2022 mais confortable. Le solde de la balance commerciale hors hydrocarbures est cependant structurellement déficitaire. Il est financé par le solde structurellement excédentaire des hydrocarbures.

● La circulation monétaire/fiduciaire hors banques a progressé de 7% entre le 1^{er} semestre 2022 et le même semestre 2023 contre 4% pour la masse monétaire. Elle représente encore près de 50% de la masse monétaire. La présence d'une économie informelle importante est attestée par cette masse. Par ailleurs, la faiblesse des moyens de paiements impose aux ménages de détenir des encaisses pour les transactions quotidiennes. Cette masse représente un véritable défi de l'inclusion financière dans tous ses aspects. L'économie informelle est réellement un fléau. Non seulement elle n'obéit à aucune régulation ni à aucune contribution à l'effort en matière fiscale, mais elle neutralise l'action de l'Etat et réduit le pouvoir des instruments de régulation (subventions, taux de change, taux d'intérêt, incitations fiscales et autres réglementations).

● « D'habitude, les crédits à l'économie représentent la part la plus importante du crédit intérieur. Cette tendance s'inverse à partir de 2021 et elle devient le

fait essentiel des crédits à l'Etat dont la part s'est élevée à 55.1%. A fin 2023 la part des crédits à l'Etat reste nettement supérieure à celle de l'économie ». Au plan purement économique, cette situation pourrait être qualifiée d'anomalie. Avec la mise en place des nouvelles législations sur l'investissement, la demande de crédit à l'économie devrait augmenter de manière significative.

● La loi de finances (2023) prévoyait des recettes totales de + 7.000 milliards de dinars et des dépenses de 13.000 milliards de Dinars dont + de 9.000 milliards DA pour le fonctionnement et 4.000 milliards DA pour les dépenses d'équipement. Comparativement à 2022, les dépenses de fonctionnement devraient augmenter de 26.9% contre 2.7% pour l'équipement. Cette tendance est encore observable dans le budget pour 2024. La faible croissance du budget d'équipement ne doit pas être maintenue sur longue période. C'est la dépense d'équipement qui irrigue le territoire en facteurs de production, en rééquilibrage territoriale et in fine en attractivité. C'est aussi la dépense d'équipement qui stimule l'activité des PME, crée de l'emploi et donne une vie aux villages et compagnes. Au final, les vulnérabilités de l'économie nationale sont entretenues par le régime de croissance qui n'arrive pas à se défaire de la dépendance aux hydrocarbures et aux archaïsmes de l'administration et du système financier. Les réformes économiques doivent être accompagnées par des réformes de l'administration et du système financier global, dans ses deux dimensions : les finances publiques et le système bancaire. L'ouverture du capital du CPA peut donner une vie au marché boursier, mais elle reste insuffisante pour faire sortir le système de sa segmentation entre banques privées et banques publiques, avec un partage du marché sans concurrence et son besoin de modernisation.